

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Président de l'Union

Moroni, le 20 DEC 2014

DECRET N° 14 - 19K/PR

Portant promulgation de la loi N° 14-032/AU du 06 décembre 2014, portant loi des Finances - Exercice 2015.

LE PRESIDENT DE L'UNION,

VU la Constitution de l'Union des Comores du 23 décembre 2001, révisée, notamment en son article 17 ;

DECRETE :

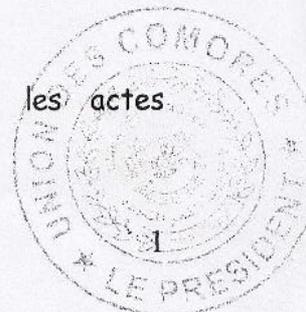
ARTICLE 1^{er} : Est promulguée la loi N° 14-032/AU, portant loi des Finances – Exercice 2015, adoptée le 06 décembre 2014, par l'Assemblée de l'Union des Comores et dont la teneur suit :

"Article 1^{er}. Les impôts et taxes ainsi que les autres produits et revenus sont perçus, au titre de l'exercice 2015, sur l'ensemble du territoire de l'Union des Comores au profit du Budget de l'État, des établissements publics et au profit des Iles Autonomes, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

Article 2. Les recettes publiques internes du Budget général sont estimées à 42.164,00 millions de francs comoriens conformément à l'annexe 1 de la présente loi de finances.

Article 3. Les recettes publiques rétrocédées directement aux Iles Autonomes, et qui sont versées sur leurs comptes ouverts dans les livres de la Banque Centrale, sont composées par les impôts et taxes suivants :

- la patente d'exploitation ;
- la Taxe Professionnelle Unique (TPU);
- l'Impôt sur les Propriétés Bâties et Louées (IPBL);
- les droits d'enregistrement;
- la taxe sur les véhicules à moteur diesel;
- la vignette automobile;
- le droit de stationnement;
- les produits de la vente de timbres fiscaux sur les actes administratifs;
- les taxes sur les contrats d'assurance ;



- les droits de succession;
- les droits de bail;
- les taxes sur l'environnement;
- les taxes foncières;
- les taxes sur les spectacles et les manifestations;
- les amendes et condamnations;
- les taxes sur nuitées hôtelières;
- les recettes des régies des Iles Autonomes.
- Les autres revenus du domaine ;
- Les taxes intérieures sur la consommation de l'alcool et du tabac ;
- La taxe sur les plastiques ;
- Les recettes des préfectures et des communes ;

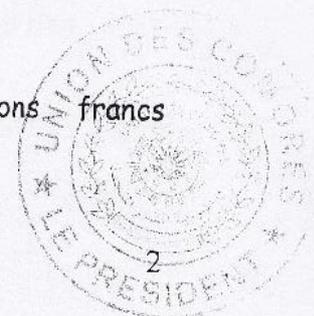
Article 4. Ces recettes propres sont arrêtées à 1.621 Millions de francs comoriens et sont ainsi réparties :

- Mohéli : 106 Millions de francs comoriens
- Anjouan : 465 Millions de francs comoriens
- Ngazidja : 1 050 Millions de francs comoriens

Article 5. Les recettes constituées des impôts, taxes et autres produits qui ne sont pas directement rétrocédées aux Iles Autonomes, sont versées sur un compte spécial ouvert dans les livres de la Banque Centrale des Comores. Elles sont composées par les impôts, taxes et produits suivants:

- Patente d'importation ;
- Licence des débits des boissons alcoolisées ;
- Taxes Unique d'Importation(TUI) ;
- Taxes Unique Spécifique(TUS) ;
- Impôts sur les revenus et les bénéfices dus aux personnes physiques ;
- Impôts sur les revenus et les bénéfices dus aux entreprises ;
- Impôts et taxes intérieures sur les biens et services ;
- Droits des visas ;
- Impôts sur le commerce extérieur ;
- Autres droits d'accises ;
- Autres recettes fiscales ;
- Revenus du domaine exclusif de l'Union ;
- Produits financiers et Privatisations ;
- Les Autres Amendes ;
- Les Royalties de conteneur et autres effets en transit
- Cotisations sociales ;
- Revenus des entreprises ;
- Autres recettes non fiscales ;
- Fonds d'entretien routier ;
- Recettes exceptionnelles ;
- La Redevance Administrative Unique (RAU) ;

Article 6. Ces recettes à partager sont arrêtées à 40.543 Millions francs comoriens.



Article 7. La répartition de ces recettes entre les Entités est effectuée après déduction des charges suivantes:

- Dette publique : 837 Millions francs comoriens, soit 2,4% ;
- Contributions internationales : 419,52 Millions francs comoriens, soit 1,2%
- Pensions : 1.704,34 Millions francs comoriens, soit 4,1% ;
- Prestation de services : 550 Millions francs comoriens, soit 1,6% ;
- Recettes d'ordre : 1.960 Millions francs comoriens, soit 4,83%
- Fonds d'Entretien Routier : 994 Millions francs comoriens, soit 2,45%
- Fonds de Réduction des Risques de Catastrophes naturelles : 1.684,30 Millions de francs comoriens, soit 5% ;
- Fonds de contrepartie secteur santé : 130,56 Millions, soit 0,4% des recettes reconstituées ou 5% par rapport au Fonds Mondial.

Article 8. Le montant résiduel, soit 28.360,28 Millions francs comoriens, est réparti, conformément à la loi organique portant fixation des quotes parts :

Entité	Quote Part	Montant en Millions
Union	37,5%	10.635
Ngazidja	27,4%	7.771
Ndzouani	25,7%	7.289
Mwali	9,7%	2.666

Article 9. Les ressources du budget d'équipement et d'investissements sont estimées à 25.098 Millions francs comoriens et répartie comme suit :

- Dons et Assistance technique : 24.098 Millions francs comoriens
- Aides Budgétaires identifiées 1.000 Millions francs comorien

De ces ressources, un montant évaluatif de 3.643 Millions francs comoriens est affecté au fonctionnement des projets sur financement extérieur et à l'assistance technique

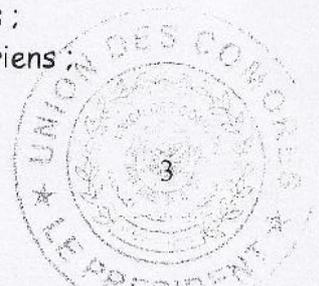
Article 10. Les dépenses courantes primaires sont arrêtées à la somme de 41 981 Millions francs comoriens. Ces dépenses sont plafonnées comme suit :

- Union : 20 407 Millions FC
- Ngazidja : 8 142 Millions FC
- Ndzouani : 7 541 Millions FC
- Mwali : 2 503 Millions FC

Article 11. Les intérêts et amortissement de la dette publique pour l'année 2015 sont prévus respectivement à 419 et à 418 Millions francs comoriens.

Article 12. Les dépenses du budget d'équipements et d'investissements, constituées du Programme d'investissement public, classées en deux parties, sont évaluées à 31.332 Millions francs comoriens, réparties ainsi :

- Sur ressources internes : 3 573 Millions francs comoriens ;
- Sur financement extérieur : 27.759 Millions francs comoriens ;

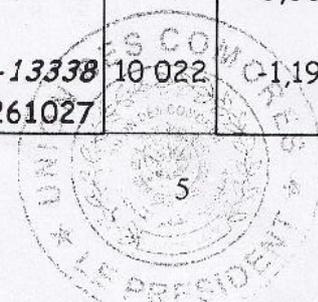


- Article 13. Le solde primaire présente un excédent de 182 Millions francs comoriens ;
- Article 14. Le solde global base ordonnancement présente un déficit de 3.316 Millions francs comoriens ;
- Article 15. Les ressources et les charges ainsi que les soldes qui en résultent sont repris dans le tableau de l'équilibre budgétaire suivant



Tableau des équilibres budgétaires en 2015

Ressources et Charges	LF 2015	Union	Ngazidja	Ndzouwani	Mwali	LdFR 2014	Ecart	%du PIB 2015
RECETTES TOTALES	67 262	35 725	1 687	4 335	417	64 706	2 556	24
Recettes Internes	42 164	35 725	1 687	4 335	417	39 311	2 853	15,19
' Fiscales	34 972	30 576	990	3 146	260	32647	2 325	12,60
' Non- fiscales	7 192	5 149	697	1 189	156	6664	528	2,59
<i>Recettes Propres (PM)</i>	1 621		1 050	465	106	2029	-408	0,58
Dépenses courantes primaires	41 981	23 796	8 142	7 541	2 503	42 733	-752	15,12
Traitements et salaires	23 337	9 897	6 073	5 791	1 577	20126	3 211	8,41
Biens et services	9 681	7 016	1 171	949	544	10033	-352	3,49
Transferts	5 390	4 354	458	383	195	5336	54	1,94
Investissement sur fin. resrces propres	3 573	2 529	439	417	187	7238	-3 665	1,29
Solde primaire	182					-3 422	3 604	0,066
Recettes externes (Dons)	25 098					25 395	-297	9,04
<i>dont: Aides budgétaires Projets (y compris fonct.et assist.tech.)</i>	1 000					2 735	-1 735	0,360
Assistance PPTE	24 098					22 660	1 438	8,680
Intérimaire	0					0	0	0,000
Dépenses sur financement Externes	28 596					35 311	-6 715	10,30
Maintenance projets (fin. extérieur)	1 375					1 293	82	0,030
Assistance technique (fin. extérieur)	2 268					2 133	135	0,049
Financées sur ressources extérieures	24 116					30 687	-6 571	8,69
Financées sur fonds de contrepartie	0					793	-793	0,000
Intérêts de la dette extérieure	419					405	14	0,151
Dette publique	418					0	418	
Prêt	0							0,00
Solde global (base ordonnancement)	-3 316					-13338	10 022	0,119
PIB	277627					261027		



DISPOSITIONS GENERALES

MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI N°11-007/AU DU 03/05/2011 PORTANT CODE GENERAL DES IMPÔTS.

Article 16

Les Articles du Code Général des Impôts ci-dessous sont modifiés comme suit :

1. **Art.80.- 3)** La plus-value imposable visée à l'article 77 alinéa 2 du présent Code est égale à la différence entre le prix déclaré par les parties et le prix d'acquisition par le cédant. La valeur du bien à la dernière mutation est majorée, le cas échéant, des frais de construction et/ou de transformation de l'immeuble dûment justifiés.

Pour la détermination de la base imposable de la plus-value, il est tenu compte, parmi les charges déductibles des frais réels afférents à la dernière mutation y compris les droits d'enregistrement.

Lors de la réalisation d'une telle plus-value, il est prélevé par les services de l'enregistrement une retenue à la source de 20 %, libératoire de l'impôt sur le revenu. Par voie de conséquence ladite plus-value est exclue de la base d'imposition à l'impôt sur le revenu.

2. **Art.98.** Pour les contribuables qui réalisent les bénéfices agricoles, artisanaux, industriels, commerciaux, ou non commerciaux, l'impôt ainsi calculé ne peut être inférieur à 1 % du chiffre d'affaire hors taxes réalisé au cours de l'exercice.

Ce minimum de perception est porté à 5 % pour les contribuables non immatriculés au NIF.

3. **Art.109. 1)** L'impôt sur le revenu au titre des valeurs mobilières déterminés conformément aux dispositions des articles 61 et suivants du présent Code est retenu à la source au **taux de 10%** par la personne qui effectue le paiement en ce qui concerne les personnes morales.

4. **Article 116, 1^{er} alinéa .** Il en est de même pour les bénéfices non commerciaux.

5. **Article 141.3) 2^{ème} alinéa.** Les exonérations prévues aux paragraphes 1) et 2) ci-dessus devront pouvoir être justifiées par les déclarations en douane relatives aux exportations, mentionnant le Numéro d'Identification Fiscale (NIF), dûment visées par le Service des Douanes et conservées à l'appui de la comptabilité de l'exportateur.

6. **Article 141. 12 :** les écolages des écoles privées;

7. **Article 148, 1^{er} alinéa.** Tout redevable qui livre des biens ou rend des services doit délivrer une facture ou un document en tenant lieu. Ces factures doivent mentionner :



- son nom et adresse exacts ainsi que son numéro d'identification fiscale (NIF) ;
- les nom et adresse du client, ainsi que son numéro d'identification fiscale (NIF) ;
- la date et n° de série de la facture ;
- la désignation et la quantité des biens ou prestations ;
- le montant hors taxes des opérations ;
- le taux de TC appliqué et son montant ;
- le montant toutes taxes comprises.

8. **Article 149.** Tout redevable de la taxe sur la consommation est tenu de produire, au plus tard le 15 de chaque mois, une déclaration en double exemplaire conforme au modèle établi par l'administration, relative aux opérations du mois précédent et accompagnée du paiement de la taxe nette due déclarée.

9. **Article 150.** Les redevables sont tenus de déposer deux exemplaires de la déclaration du chiffre d'affaires, deux bordereaux de versement et le montant de l'impôt aux Recettes des impôts.

L'impôt payé à la Recette de la Douane est un acompte de l'impôt qui doit être versé à la suite de la première transaction ou opération taxable. Pour permettre le calcul de l'imposition définitive, les importateurs doivent joindre à la déclaration mensuelle de leur chiffre d'affaires le relevé des importations déjà taxées au cours du mois précédent la vente, accompagné des documents douaniers justifiant qu'ils ont réglé l'acompte de taxe sur la consommation.

En aucun cas, la régularisation ne peut aboutir à un remboursement de la taxe perçue à l'importation.

10 **Art.152.-** Le taux de la taxe sur la consommation est fixé à 10 %.

Par exception, la taxe sur la consommation est prélevée aux taux de :

- 0 % à l'importation et à l'intérieur pour les produits de première nécessité définis par arrêté conjoint du Ministre en charge de l'économie et du Ministre en charge du Budget ;
- 3 % pour la fourniture d'eau et d'électricité ainsi que pour la vente des billets de voyages pour l'intérieur ;
- 5 % pour la fourniture du téléphone, la restauration, les activités bancaires et la vente des billets de voyage pour l'extérieur ;
- 25 % pour les activités des casinos.

Ces taux s'appliquent sur la valeur telle que définie à l'article 140.

11 **Art.169.- alinéa 1 :** Un droit fixe est établi à raison de chaque activité patentable et exercé.

12 **Art.173.-** Lorsque plusieurs activités patentables, passibles de droits fixes différents, sont exercées dans des locaux non distincts, il est fait application du taux fixe pour la profession qui comporte le taux le plus élevé.



13 Art.193. Ladite taxe est due en même temps que la contribution des patentes visée à l'article 174, soit le 31 mars de l'année au titre de laquelle le contribuable exerce une activité imposable à ladite contribution.

14 Art 310. : Seul le receveur des impôts est habilité à percevoir les droits dûment liquidés.

Les droits ainsi acquittés doivent faire l'objet d'une quittance informatique.

15 Art.424. Pour les conventions conclues avec les assureurs comoriens ou étrangers ayant aux Comores, soit leur siège social, soit un établissement, une agence, une succursale ou un représentant responsable, la taxe est perçue pour le compte du Trésor par l'assureur ou son représentant responsable si le contrat est souscrit par plusieurs assureurs, et versée par lui au bureau de l'enregistrement du lieu du siège social, agence ou succursale ou résidence du représentant responsable dans les conditions suivantes.

Dans les vingt premiers jours de chaque trimestre, il est versé, au titre du trimestre précédent, un acompte calculé sur le cinquième des sommes sur lesquelles a été liquidée la taxe afférente au dernier exercice réglé ou, s'il n'y a pas encore d'exercice réglé, sur le total des sommes stipulées au profit de l'assureur et de leurs accessoires encaissés par le redevable au cours de l'année, le total des sommes stipulées au profit de l'assureur et de leurs accessoires remboursés au cours de la même année.

Si, de cette liquidation et compte tenu des acomptes trimestriels versés, il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, au titre de l'année en cours, il est immédiatement acquitté dans les mêmes conditions que les acomptes, soit dans les vingt jours suivant la fin du 4^{ème} trimestre de l'année au titre de laquelle il est dû.

16 Art.L.1. toute personne physique, ou quelque entité que ce soit qui doit importer quelque bien, fourniture ou marchandise, même à titre occasionnel, même exonéré du fait de toute convention, doit obligatoirement souscrire la demande aux fins d'immatriculation visée à l'alinéa précédent aux fins d'obtenir le Numéro d'Identification Fiscale visé à l'article L.3. Ci-après. Cette demande d'immatriculation et le NIF qui en découle ne sauraient en aucun cas remettre en cause les exonérations dont le demandeur peut se prévaloir.

Sont visées par le présent alinéa les :

- Ambassades ;
- Consulats ;
- Organisations Internationales ;
- Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;
- Associations ;
- Importateur occasionnel ;
- Autres personnes, sociétés ou entités de toutes sortes non visées au présent alinéa.



- 17 Art.L.10. Tout paiement donne lieu à la délivrance d'une quittance informatique. Ces quittances sont exemptes du droit de timbre. Il peut en être délivré duplicata au contribuable qui en fait la demande.
- 18 Art.L.28.- 1) en son dernier alinéa : Cette lettre de « réponse aux observations du contribuable » doit être envoyée au contribuable dans les trente jours de sa réponse, et doit être argumentée et doit faire apparaître le montant des droits et pénalités que l'administration entend maintenir.
- 19 Art.L.83.- Les sommes dues qui sont garanties par le privilège du Trésor doivent être publiées au greffe du tribunal compétent et au crédit mobilier. Le privilège s'exerce pendant une période de deux ans à compter de la date de mise en recouvrement.
- 20 Art.L.101.- Donne lieu à une amende forfaitaire égale à 20.000 FC, le non dépôt, dans les délais légaux, d'une demande d'immatriculation ou de modification des éléments ayant servi à une immatriculation initiale, ainsi que toute déclaration d'immatriculation comportant des indications manifestement erronées.
- 21 Art.L.103.- Une amende égale à 100 % de la valeur de la transaction sera appliquée à toute vente de biens ou toute prestation de service n'ayant pas fait l'objet d'une facturation ou pour laquelle une facture erronée ou incomplète aura été établie, reçue ou utilisée par un professionnel.
- 22 Art.L.110. Alinéa 1- La non présentation par un transporteur ou marchand ambulant de la vignette de patente lors d'une réquisition des agents des impôts peut entraîner la saisie ou le séquestre, aux frais du contrevenant, des marchandises et des instruments servant à l'exercice de la profession, à moins qu'il n'apporte la preuve qu'elle a été régulièrement demandée. Faute d'apporter ladite preuve dans un délai de 15 jours du procès-verbal prévu à l'alinéa ci-dessous, il sera procédé à la vente des marchandises et instruments servant à l'exercice de la profession

L'infraction est constatée par un procès-verbal du Directeur des Impôts ou son représentant qui fait application de la majoration prévue à l'article L.109 précédent.

- 23 Art.L.113.- Une amende forfaitaire de 20.000 FC sera appliquée à toute personne tentant ou ayant tenté de se soustraire ou de s'opposer au droit de communication ou à l'avis à tiers détenteur.

Une astreinte de 10.000 FC par jour de retard, au-delà des délais indiqués sur la demande, est applicable à toute tentative de différer l'exécution du droit de communication.

AUTRES MESURES :

Article 17. Il est créé en Union des Comores une taxe sur les produits de rente. Elle est perçue au cordon Douanier par la Direction Générale de Douane pour le compte de l'Administration Générale des Impôts et des Domaines (AGID).



Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues en ce qui concerne les taxes indirectes.

Cette taxe est fixée à : (i) cinquante francs comorien (50 FC) par kilogramme de girofle sec ; (ii) cents cinquante francs comoriens (150 FC) par litre d'huile d'ylang-ylang et (iii) trois cents francs comoriens (300 FC) par kilogramme de vanille sec (noir).

DISPOSITIONS FINALES

Article 18. Il est ouvert au titre du Programme d'Investissement Public (PIP) pour la période triennale glissante 2014-2016 des autorisations de programme d'un montant de 28.596 Millions de francs comoriens.

Article 19. : Le Ministre des Finances est désigné ordonnateur principal des dépenses du budget de l'Etat.

Il est habilité à mettre à la disposition des ordonnateurs secondaires, les crédits qui leurs seront ouverts et affectés par un arrêté de répartition.

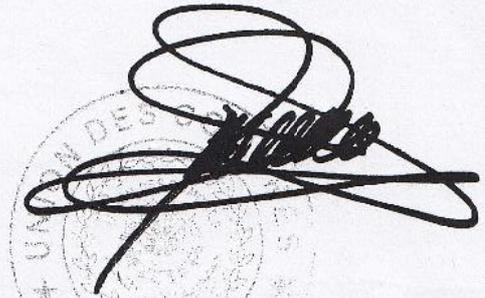
Il est fait exception à ces dispositions en ce qui concerne les crédits affectés aux dépenses de la cour Suprême, de la Cour constitutionnelle, de l'Assemblée de l'Union et des Iles Autonomes, lesquelles sont ordonnancées par leur Président respectif et par les Gouverneurs ou toute personne ayant reçu délégation à cet effet.

Article 20. Le Ministre des Finances est aussi habilité, à procéder aux transferts de crédits qui pourront s'avérer lors des opérations de redéploiement d'effectifs ou de transfert de compétence de service à un autre service.

Article 21. Les tableaux des effectifs des départements des administrations de l'Union et des Iles Autonomes (Ministères, Commissariats et Institutions) seront annexés à la présente loi des finances conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi portant opération financière de l'Etat.

Article 22. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi des finances qui sera enregistrée, publiée au journal officiel de l'Union des Comores et communiquée partout où besoin sera".

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel de l'Union des Comores et communiqué partout où besoin sera.



Dr IKILLOU DHOININE

LOI DE FINANCES 2015
PREVISIONS DES RECETTES
en millions de francs comoriens

ANNEXE I

	TAUX	Consolidé	Union	Ngazidja	Anjouan	Mohéli	
TOTAL RECETTES		42 164	35 725	1 687	4 335	417	
Recettes fiscales		34 972	30 576	990	3 146	260	
Recettes non fiscales		7 192	5 149	697	1 189	156	
Recettes propres		1 621	0	1 050	465	106	
71 Recettes fiscales		957	0	706	197	55	
712 Impôts sur le revenu et les bénéfices dûs aux entreprises		85	0	58	20	7	
7121 TPU		85		58	20	7	
713 Impôts sur la propriété		24	0	20	3	1	
7131 IPBL		24		20	3	1	
715 Impôts et taxes intérieures sur les biens et services		700	0	510	155	36	
7151 Patente d'exploitation		430		290	115	25	
7152 Vignette		135		110	19	6	
7153 Taxes diesel		112		90	18	4	
7153 Taxes sur les contrats d'assurance	3%	24		20	3	1	
716 Droits de timbres et d'enregistrement		117	0	87	19	11	
7161 Timbres fiscaux		50		35	8	7	
7162 Droit d'enregistrement		67		52	11	4	
718 Autres d'accises		30	0	30	0	0	
7185 Taxe intérieure sur la consommation de l'alcool et du tabac		30		30			
719 Autres recettes fiscales		1	0	1	0	0	
7192 Autres recettes fiscales		1		1			
72 Recettes non fiscales		664	0	345	268	52	
721 Revenus du domaine		20	0	16	3	1	
7211 Droit de succession		5		5	0		
7215 Droit de bail		10		7	3		
7216 Taxe foncière		5		4	0	1	
7219 Autres redevances		0		0	0		
722 Droits et frais administratifs		354	0	201	108	46	
7221 Nuitées hôtelières		30		25	3	2	
7222 Régies des examens		178		95	70	13	
7223 Régies des services des mines		50		50	0		
7224 Autres régies et frais administratif		59		28	0	31	
7225 Regie phyto sanitaire		2		2			
7229 Autres droits non fiscaux		36		1	35	0	
723 Amendes, pénalités et confiscations		24	0	8	15	1	
7231 Amendes, pénalités et confiscations		24		8	15	1	
7232 saisie arrêt		0			0		
7236 frais de poursuites		0			0		
727 Recettes des prefectures		120	0	100	17	3	
7271 total recettes des prefectures		120		100	17	3	
729 Autres recettes non fiscales		147	0	20	126	1	
7291 Autres recettes non fiscales(excep)		147		20	126	1	
collecte des recettes à partager		40 542	35 725	637	3 870	310	17 278
71 Recettes fiscales		34 015	30 576	285	2 949	206	16 737
711 Impôts sur le revenu et les bénéfices dûs aux individus		1 780	1 100	285	304	92	2 478
7111 Taxes sur les salaires		1 576	1 000	285	220	72	2 920
7112 Taxes sur les salaires autres		0					
7114 IRVM		100	100				
7113 Autres TS		104	0		84	20	
712 Impôts sur le revenu et les bénéfices dûs aux entreprises		6 628	6 618	0	0	10	
7120 IS-AUTORPORT	50%	5	5				
7121 IS- MAMWE	50%	3	3				
7122 IS-S.C Hydrocarbures	50%	200	200				
7123 IS- ONICOR	50%	250	250				
7124 IS- BIC	50%	370	370				
7125 IS- COMORES TELECOMS	50%	4 000	4 000				
7126 IS- SNPSF	50%	20	20				
7127 Autres IS	35%	1 300	1 300				
7128 Acompte sur l'IS		460	450				10
7129 IS-AIMPSI	50%	20	20				

LOI DE FINANCES 2015
PREVISIONS DES RECETTES
en millions de francs comoriens

ANNEXE I

	TAUX	Consolidé	Union	Ngazidja	Anjouan	Mohéli
714 Autres impôts directs			0			
715 Impôts et taxes intérieures sur les biens et services		6 380	5 825	0	522	32
7154 Taxe de consommation à l'intérieur		2 831	2 700		119	12
7155 Taxe de consommation à l'importation		2 420	2 100		305	15
7156 Patente à l'importation		674	570		99	5
7157 Licences d'importation du riz de luxe		0				
7158 Licences des débits de boissons alcoolisées		30	30			
7159 Acompte Impôt Importation		425	425			
716 Droits de timbres et d'enregistrement		2 491	2 491	0	0	0
7161 Timbres fiscaux		1 935	1 935			
7162 Droit de visas		555	555			
717 Impôts sur le commerce extérieur		6 252	5 954	0	274	23
7171-1 Droit de Douanes	25%	0				
7171-2 Droit de Douanes	20%	2 859	2 859			
7171-3 Droit de Douanes	15%	0				
7171-4 Droit de Douanes	5%	2 367	2 257		110	
7172 Droit des Douanes Spécifique(véhicule)		1 026	838		165	23
7173 Droit d'exportation		0	0	0	0	
7176 Exonerations Diverses		0	0			
7179 Divers		0	0		0	0
718 Autres droits d'accises		10 166	8 588	0	1 549	29
7181 Taxe sur la Consommation du riz ordinaire		2 126	1 800		326	0
7182 Taxe intérieure sur les Produits Pétroliers		2 996	2 996			
7183 Taxe sur la Consommation du riz de luxe		265	250		15	0
7184 Surtaxe sur le riz de luxe		0				
7185 Taxe intérieure sur l'alcool	250%	450	400		50	0
7186 Taxe intérieure sur les tabacs	200%	861	855		6	0
7187 Taxe intérieure sur le ciment	15%	1 543	693		850	0
7188 Autres (DAC: 5 %; DAC 10 %;)		1 795	1 594		201	0
7189 consom(acompte))		129	0		100	29
719 Autres recettes fiscales		319	0	0	300	19
7191 Taxe sur le girofle		319		0	300	19
72 Recettes non fiscales		6 527	5 149	352	921	105
721 Revenus du domaine		1 977	1 518	0	458	0
7212 Loyers administratifs		39	39	0	0	0
7213 Droits de pêches		617	617		0	0
7214 Bâteaux de plaisance		480	480			
7215 Licence de Pêche		0				
7219 Autres redevances		734	275		458	0
7223 Autres regies (DNST)		7	7			
7224 Autre regies et frais administratif(regie emploi)		4	4			
7229 Autres droits non fiscaux (documents biometrique)		96	96			
724 Produits financiers		12	12	0	0	0
7241 Produits financiers divers		12	12			
7242 Autres produits de la gestion courante		0				
725 Côtisations sociales		2 881	1 962	352	463	104
7251 Côtisation à la caisse de retraite - part de l'employé		545	277	102	135	30
7252 Côtisation à la caisse de retraite - part de l'employeur		1 234	584	248	328	74
7253 Autres ressources de la caisse de retraite		0				
7259 Autres		1 103	1 102	2	0	
726 Revenus des entreprises		527	527	0	0	0
7261 SCH		15	15			
7262 ONICOR		53	53			
7263 BIC		56	56			
7264 SNPSF		0	0			
7265 BANQUE CENTRALE DES COMORES		144	144			
7266 Comores Telecoms		200	200			
7269 Autres		59	59			
729 Autres recettes non fiscales		0	0	0	0	0
7297 fond d'entretien routier		0				
76 Recettes exceptionnelles		1 129	1 129	0	0	0
761 Remises et annulations de dettes		0	0	0	0	
762 Restitutions au Trésor des sommes indûment payées		0		0	0	
763 Gains de change		2	2	0	0	
764 Autres recettes exceptionnelles		1 127	1 127			

LOI DE FINANCES 2015
TABLEAU RECAPITULATIF

ANNEXE I

LFR 2014

LF 2015

Ressources

<i>Recette Interne</i>	<i>39 311</i>	<i>42 164</i>
<i>Recette exterieur</i>	<u><i>25 395</i></u>	<u><i>25 098</i></u>
 <i>TOTAL RECETTE ET DON</i>	 <i>64 706</i>	 <i>67 262</i>

Depenses courantes

<i>Traitements et Salaires</i>	<i>20 126</i>	<i>23 337</i>
<i>Biens et Services</i>	<i>10 033</i>	<i>9 681</i>
<i>Transferts</i>	<i>5 336</i>	<i>5 390</i>
<i>Investissements /Fin. interne</i>	<u><i>7 238</i></u>	<u><i>3 573</i></u>
 <i>Total</i>	 <i>42 733</i>	 <i>41 981</i>

<i>solde primaire</i>	<i>-3 422</i>	<i>183</i>
-----------------------	---------------	------------

Financement /Fin. externe

<i>Maintenance de Projet</i>	<i>1 293</i>	<i>1 375</i>
<i>Assistance technique</i>	<i>2 133</i>	<i>2 268</i>
<i>Financement externe</i>	<i>30 687</i>	<i>24 116</i>
<i>Intéret de la dette</i>	<i>405</i>	<i>419</i>
<i>Dette Publique</i>		<i>418</i>
<i>Financées sur fond de contre parties</i>	<i>793</i>	<i>0</i>
<i>Prêt</i>		<i>0</i>
 <i>Total</i>	 <i>35 311</i>	 <i>28 596</i>

<i>Solde global</i>	<i>-13 338</i>	<i>-3 315</i>
---------------------	----------------	---------------

ANNEXE I

MÉCANISME DE RÉPARTITION DES RECETTES ET DÉTERMINATION DES QUOTES PARTS

Année 2015 LF

TOTAL DES RECETTES 42 164,00

COMPTE SPÉCIAL (Recettes à partager): 40 543,00*Recette d'ordre* 1 960,00*Fonds Routier* 994,00*Exonérations Diverses* 3 903,00**Trésorerie à partager 33 686,00**

Dette extérieure et contributions	1 256,52	3,7%
Pensions	1 704,34	5,1%
prestations de services	550,00	1,6%
<i>Gestion de RRC</i>	1 684,30	5,0%
<i>Fonds contrepartie Sect. Santé</i>	130,56	0,4%
SOLDE A PARTAGER:	28 360,28	

Quotes parts à applique	27,40%	25,70%	9,40%	37,50%	100,00%	
	Ngazidja	Anjouan	Mwali	Union	Total	
Recettes allouées (RAP)	7 771	7 289	2 666	10 635	28 360	
Recettes propres	1 050	465	106		1 621	
FER	272	255	93	373	994	
Recettes d'ordre	537	504	184	735	1 960	
TOTAL	9 630	8 513	3 050	11 743	32 935	
Dépenses	8 142	7 541	2 503	20 407	38 593	41 981

Salaires	6 073	5 791	1 577	9 897	23 337	23 337
Biens et services	1 171	949	544	7 016	9 681	9 681
Transferts	458	383	195	2 650	3 686	5 390
Investissements	439	417	187	845	1 889	3 573

PREVISION 2015
CLASSIFICATION ECONOMIQUE UNION

ANNEXE II

ENTI	MINISTERE CODE	EFFECTI	REMUNERATI ON DU PERSONNEL	Budget général en %	BIENS ET SERVICES	Budget général en %2	TRANS & cont	Budget général en %4	INVEST	Budget général en %3				TOTAL GENERAL
											Intérêts D ext	Amortiss. D ext	D interieur	
1 01	Assemblée de l'Union	108	431 112 991	1,8	247 951 321	2,6	32 500 000	0,7	0	0,0				711 564 312
1 02	Cour Supreme	44	211 189 000	0,9	31 429 733	0,3	3 500 000	0,1		0,0				246 118 733
1 03	COUR CONSTITUTIONNELLE	41	168 095 600	0,7	33 510 000	0,3		0,0		0,0				201 605 600
1 04	PRESIDENCE DE L'UNION	2 663	3 893 022 548	16,7	1 684 570 834	17,4	85 101 239	1,9		0,0				5 662 694 621
1 05	<i>Vice - Présidence, chargé de la SANTE, SOLID, Cohésion Soc, ET</i>	112	271 044 000	1,2	22 448 300	0,2	1 136 833 640	24,8		0	0,0			1 430 325 940
1 06	<i>GARDE SCEAUX, JUSTICE, de la FOP, DE Reforme Adm, Droit a</i>	283	678 412 189	2,9	65 390 527	0,7	26 280 000	0,6	78 890 000	2,2				848 972 716
1 07	RELATION EXT ET DE LA COOP., CH DE LA DIASPORA, DI	208	1 088 647 203	4,7	108 110 247	1,1		0,0		0	0,0			1 196 757 450
1 08	VICE PRESIDENCE MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECO,	404	952 588 704	4,1	120 282 000	1,2	46 000 000	1,0		0,0				1 118 870 704
1 09	POSTES ET TELECOM DE LA PROMOTION DES NOUVELLES T	36	80 225 092	0,3	105 102 293	1,1		0,0		0,0				185 327 385
1 10	Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie,de l'	90	154 412 392	0,7	51 197 388	0,5	117 663 716	2,6	72 979 492	2,0				396 252 988
1 11	Vice- Présidence chargé du Ministère del'Amenagement du Terr,	57	121 944 556	0,5	9 192 926	0,1		0,0		0,0				131 137 482
1 12	EDUCATION NATIONALE, DE LA RECHERCHE, DE LA CUI	191	543 279 740	2,3	115 616 700	1,2	997 820 725	21,8		0	0,0			1 656 717 165
1 13	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFOR, DE LA DECEN	497	684 954 865	2,9	114 934 839	1,2	300 000 000	6,5		0	0,0			1 099 889 704
1 14	MINISTERE DE L'EMPLOIE DU TRAVAIL. EMPLOI FORM PROF	26	68 519 800	0,3	32 213 950	0,3		0,0		0	0,0			100 733 750
1 15	VICE PRESIDENCE MAYOTTE	0	0	0,0	0	0,0		0,0		0,0				0
1 31	FINANCES ET BUDGET - DEPENSES COMMUNES	0	549 551 320	2,4	4 274 048 942	44,2	801 550 583	17,5	2 378 130 509	66,6	187 486 802	528 034 884	95 000 000	8 813 803 040
1	TOTAT GENERAL	4760	9 897 000 000	42	7 016 000 000	72	3 547 249 903	77	2 530 000 000	71	187 486 802	528 034 884	95 000 000	23 800 771 589
2	NGAZIDJA		6 073 000 000	26,0	1 171 000 000	12,1	458000000	10,0	439 000 000	12,3				8 141 000 000
3	NDZOUANI		5 791 000 000	24,8	949 000 000	9,8	383 000 000	8,4	417 000 000	11,7				7 540 000 000
4	MWALI		1 577 000 000	6,8	544 000 000	5,6	195 000 000	4,3	187 000 000	5,2				2 503 000 000
	TOTAL ILES		13 441 000 000	58	2 664 000 000	28	1 036 000 000	23	1 043 000 000	29	0	0	0	
	<i>TOTALE GENERALE</i>		<i>23 338 000 000</i>	<i>100</i>	<i>9 680 000 000</i>	<i>100</i>	<i>4 583 249 903</i>	<i>100</i>	<i>3 573 000 000</i>	<i>100</i>	<i>187 486 802</i>	<i>528 034 884</i>	<i>95 000 000</i>	41 984 771 589

EXERCICE BUDGETAIRE 2015
CLASSIFICATION DES DEPENSES PAR NATURE

NATURE	DESIGNATION	PREVISION Idfi 2015
1711	Amortissements des emprunts sur la dette multilatérale	334 772 376
1712	Amortissements des emprunts sur la dette bilatérale	193 262 508
1761	Amortissements des emprunts auprès de la BCC	0
1762	Amortissements des emprunts auprès de la BC	0
1763	Autres emprunts intérieurs auprès des organismes	
6511	Intérêts et frais financiers dettes multilatérales	21 326 206
6512	Intérêts des emprunts sur la dette bilatérale	166 160 596
6571	Intérêts et frais financiers sur conventions à paiements différés à l'étranger	95 000 000
Total Dette		810 521 686
2311	Acquisitions, constructions et réparations des immeubles	511 715 991
2341	Entretien des routes	373 823 841
2411	Acquisitions et grosses réparations du matériel et du mobilier de bureau	20 000 000
2412	Acquisitions et grosses réparations du matériel et du mobilier de logement	30 000 000
2431	Acquisitions de voitures de service et de fonction	85 648 000
2761	transfert en capital aux ménages pour le projet habitat,	20 000 000
2762	transfert en capital pour la gestion de la réduction des risques catastrophes	1 488 812 169
Total Invest		2 530 000 000
6111	Remunération du personnel	9 692 468 976
6171		50 132 000
6199		154 399 024
Total Salaire		9 897 000 000
6211	Fournitures de bureau	102 606 753
6214	Matériel Informatique	6 769 268
6217	Carburant et Lubrifiant	549 820 600
6219	Autres Fournitures	3 500 000
6221	Entretien et Maintenance	61 162 590
6231	Mission d'Assistance	
6233	Conférence et Séminaire	36 884 237
6235	Frais de gardiennage	220 000 000
6239	Autres prestations de services	500 000 000
6243	Assurance des Véhicules Administratives	6 586 547
6251	Eau, électricité	540 710 000
6252	Téléphone et autres communications	60 000 000
6261	Loyer	358 600 000
6281	Frais de Transports et Missions à l'étranger	710 000 000
6282	Frais de Transports et Missions à l'intérieur	130 103 448
6291	Fêtes et cérémonies officielles	171 465 674
6292	Élection	25 000 000
6293	Autres achats des biens et services civils	1 182 486 449
6294	Autres achats des biens et services pour la sécurité	1 204 897 486
6295	Achats des timbres et documents administratifs	200 337 468
6296	Frais de réception	139 252 728
6297	Achat de Nourriture	39 470 000
6911	imprévues	766 346 752
Total Biens et Services		7 016 000 000
6311	Subventions aux établissements publics liées au Fonctionnement	1 845 030 111
6312	Subvention aux établissements Publics liés aux personnels	1 093 332 840
6313	Subventions d'appui au service dialyse	
6391	Subventions aux handicapés	26 280 000
6431	Bourse d'études	30 000 000
6432	Evacués sanitaires	93 380 217
6433	Aides et secours médicaux	123 226 735
6452	Contributions aux organismes internationaux	336 000 000
Total Transfert		3 547 249 903
TOTAL GENERAL		23 800 771 589

CODE	NATURE	DESIGNATION	PREVISION LDFR 2014	PREVISION 2015
01	Assemblée de l'Union			
01		6111 Remunération du personnel	402 106 957	431 112 991
01	Total salaires		402 106 957	431 112 991
01		6293 Autres achats de biens et services civils	247 951 321	247 951 321
01	Total Bien et Services		247 951 321	247 951 321
01		6433 Aides et secours médicaux	20 000 000	20 000 000
01		6452 contribution aux organismes internationaux	10 000 000	12 500 000
01	Total transfert		30 000 000	32 500 000
01	2439	autre investissement		0
01	Total Invest			0
01	TOTAL MINISTERE		680 058 278	711 564 312
02	Cour Supreme			
02		6111 Remunération du personnel	204 043 126	211 189 000
02	Total salaires		204 043 126	211 189 000
02		6293 Autres achats des biens et services civils	31 429 733	31 429 733
02	Total Bien et Services		31 429 733	31 429 733
02		6452 contribution aux organismes internationaux	3 500 000	3 500 000
02	Total transfert		3 500 000	3 500 000
02	TOTAL MINISTERE		238 972 859	246 118 733
03	COUR CONSTITUTIONNELLE			
03		6111 Remunération du personnel	155 439 805	168 095 600
03	Total salaires		155 439 805	168 095 600
03		6293 Autres achats des biens et services civils	32 553 512	33 510 000
03	Total Bien et Services		32 553 512	33 510 000
03	TOTAL MINISTERE		187 993 317	201 605 600
04	PRESIDENCE DE L'UNION			
04		6111 Remunération du personnel	3 454 528 845	3 893 022 548
04	Total salaires		3 454 528 845	3 893 022 548
04		6211 Fournitures de bureau	13 186 131	13 186 131
04		6221 Entretien et maintenances du matériel et m	9 024 000	9 024 000
04		6233 Conférences et séminaires	759 520	22 867 520
04		6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur	20 200 000	20 200 000
04		6291 Fêtes et cérémonie officielles	40 510 263	18 325 000
04		6293 Autres achats de biens et services civils	342 427 434	358 924 434
04		6294 Autres achats de biens et services pour la séc	1 185 381 330	1 201 533 486
04		6296 Frais de réception	40 510 263	40 510 263
04	Total Bien et Services		1 651 998 941	1 684 570 834
04		6432 Evacuations sanitaires	73 380 217	73 380 217
04		6433 Aides et secours médicaux	11 721 022	11 721 022
04	Total transfert		85 101 239	85 101 239
04	TOTAL MINISTERE		5 191 629 025	5 662 694 621
05	VICE PRESIDENCE MINISTERE de la SANTE, SOLID, Cohésion Soc, ET PROM DU GENRE			
05		6111 Remunération du personnel	229 394 113	271 044 000
05	Total salaires		229 394 113	271 044 000

05	6211 Fournitures de bureau	8 443 000	9 443 000
05	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	5 548 700	6 346 900
05	6293 Autres achats de biens et services civils	2 858 400	2 858 400
05	6296 Frais de reception	2 521 500	3 800 000
05	Total Bien et Services	19 371 600	22 448 300
05	6311 Subventions aux établissements publics li	190 000 000	200 000 000
05	6312 Subventions aux établissements publics li	881 133 234	916 833 640
05	6432 Evacuations sanitaires	18 000 000	20 000 000
05	Total transfert	1 089 133 234	1 136 833 640
05	2301 Acquisitions, constructions et réparations de	153 138 954	0
05	Total Invest	153 138 954	0
05	TOTAL MINISTERE	1 491 037 901	1 430 325 940
06	GARDE SCEAUX, JUSTICE, de la FOP, DE Reforme Adm, Droit de l'Homme, DES AFF. ISLAMIQUES		
06	6111 Remunération du personnel	640 320 000	678 412 189
06	Total salaires	640 320 000	678 412 189
06	6211 Fournitures de bureau	256 579 940	12 860 939
06	6214 Fournitures Informatique	474 700	474 700
06	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	7 730 548	8 700 188
06	6233 Conférence /Séminaire et Mussabacat	474 700	474 700
06	6293 Autres Achats des biens et service civil	2 000 000	2 000 000
06	6296 Frais de reception	1 580 000	1 880 000
06	6297 Achat de Nourriture	38 000 000	39 000 000
06	Total Bien et Services	306 839 888	65 390 527
06	6391 Subventions a d autres categories de benefic	20 800 000	26 280 000
06	Total transfert	20 800 000	26 280 000
06	2301 Acquisitions, constructions et réparations de	161 000 000	78 890 000
06	Total Invest	161 000 000	78 890 000
06	TOTAL MINISTERE	1 128 959 888	848 972 716
07	RELATION EXT ET DE LA COOP., CH DE LA DIASPORA, DE LA FRANCOPHONIE ET DU M. ARABE		
07	6111 Remunération du personnel	777 596 125	1 088 647 203
07	Total salaires	777 596 125	1 088 647 203
07	6211 Fournitures de bureaux	2 503 000	3 003 000
07	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	1 002 000	1 302 000
07	6243 Assurances des Véhicules Administratives	6 586 547	6 586 547
07	6293 Autres achats des biens et services civils	87 414 700	95 214 700
07	6296 Frais de reception	2 004 000	2 004 000
07	Total Bien et Services	99 510 247	108 110 247
07	2439 Autres investissements		0
07	Total Invest		0
07	TOTAL MINISTERE	877 106 372	1 196 757 450
08	VICE PRESIDENCE MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECO, BUDGET ET DES INV, COM EXT, PRIV		
08	6111 Remunération du personnel	925 122 258	932 588 704
08	6171 Frais de formation du personnel		20 000 000
08	Total salaires	925 122 258	952 588 704
08	6211 Fournitures de bureaux	19 694 000	20 724 000
08	6219 Autres fournitures		3 500 000
08	6221 Entretien et maintenances du materiel	9 504 000	10 428 000
08	6293 Autres achats des biens et services civils	77 100 000	82 100 000

08	6296 Frais de reception	3 530 000	3 530 000
08	Total Bien et Services	109 828 000	120 282 000
08	6311 Subventions aux établissements publics li	46 000 000	46 000 000
08	Total transfert	46 000 000	46 000 000
08	TOTAL MINISTERE	1 080 950 258	1 118 870 704
09	POSTES ET TELECOM DE LA PROMOTION DES NOUVELLES TECH, DE L'INFOR CHARGE DES TRANSPORT ET DU TOURISME		
09	6111 Remunération du personnel	80 225 093	80 225 092
09	Total salaires	80 225 093	80 225 092
09	6211 Fournitures de bureau	4 157 996	4 157 996
09	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	3 084 140	3 084 140
09	6233 Conférences et séminaires	438 017	438 017
09	6293 Autre Achat de Biens et Services civil	96 000 000	96 000 000
09	6296 Frais de reception	1 422 140	1 422 140
09	Total Bien et Services	105 102 293	105 102 293
09	TOTAL MINISTERE	185 327 386	185 327 385
10	Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat		
10	6111 Remunération du personnel	172 512 215	154 412 392
10	Total salaires	172 512 215	154 412 392
10	6211 Fournitures de bureau	10 543 468	10 543 468
10	6214 Fournitures informatique	3 779 568	3 779 568
10	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	6 479 612	6 539 612
10	6293 Autres achats des biens et services civils	24 959 740	24 959 740
10	6296 Frais de reception	4 905 000	4 905 000
10	6297 Achats de nouritures	470 000	470 000
10	Total Bien et Services	51 137 388	51 197 388
10	6311 Subventions aux établissements publics li	77 003 716	77 003 716
10	6312 Subventions aux établissements publics li	80 660 000	40 660 000
10	Total transfert	157 663 716	117 663 716
10	2301 Acquisitions, constructions et réparations de	148 937 738	72 979 492
10	Total Invest	148 937 738	72 979 492
10	TOTAL MINISTERE	530 251 057	396 252 988
11	Vice- Présidence chargé du Ministère de l'Amenagement du Terr, des Infrst, de l'Urba et de l'Habitat		
11	6111 Remunération du personnel	98 707 329	121 944 556
11	Total salaires	98 707 329	121 944 556
11	6211 Fournitures de bureau	3 773 926	4 773 926
11	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	2 209 000	3 009 000
11	6296 Frais de reception	1 410 000	1 410 000
11	Total Bien et Services	7 392 926	9 192 926
11	TOTAL MINISTERE	106 100 255	131 137 482
12	EDUCATION NATIONALE, DE LA RECHERCHE, DE LA CULTURE, DES ARTS,		
12	6111 Remunération du personnel	372 567 711	543 279 740
12	Total salaires	372 567 711	543 279 740
12	6211 Fournitures de bureau	14 190 000	11 330 700
12	6214 Fournitures informatique	1 000 000	1 105 000
12	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	7 620 000	4 555 000
12	6233 Conférence et séminaire	2 000 000	6 229 000
12	6293 Frais de reception	90 712 100	90 397 000
12	6296 Autres achats des biens et services civils	2 000 000	2 000 000

12	Total Bien et Services	117 522 100	115 616 700
12	6311 Subventions aux établissements publics li	788 981 525	831 981 525
12	6312 Subvention aux etablissements Publics lies a	116 000 020	135 839 200
12	6431 Bourse d'etudes	30 000 000	30 000 000
12	Total transfert	934 981 545	997 820 725
12	2301 Acquisitions, constructions et réparations de	151 280 428	0
12	Total Invest	151 280 428	0
12	TOTAL MINISTERE	1 576 351 784	1 656 717 165
13	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFOR, DE LA DECENTR, CHARGE DES RELATIONS AVECLES INSTITU		
13	6111 Remunération du personnel	576 806 230	684 954 865
13	Total salaires	576 806 230	684 954 865
13	6211 Fournitures de bureau	9 187 000	9 492 393
13	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	5 897 000	6 021 000
13	6292 Elections	350 100 000	25 000 000
13	6293 Autres achats des biens et services civils	67 166 121	70 166 121
13	6294 Autres achats des biens et services pour la sé	3 364 000	3 364 000
13	6296 Frais de reception	891 325	891 325
13	Total Bien et Services	436 605 446	114 934 839
13	6311 Subvention aux Etablissements Publics	300 000 000	300 000 000
13	Total transfert	300 000 000	300 000 000
13	2439 Autres investissements		0
13	Total Invest		0
13	TOTAL MINISTERE	1 313 411 676	1 099 889 704
14	MINISTERE DE L'EMPLOIE DU TRAVAIL. EMPLOI FORM PROF ET ENTREPR FEM PORTE P. GVRT		
14	6111 Remunération du personnel	57 949 549	68 519 800
14	Total salaires	57 949 549	68 519 800
14	6211 Fournitures de bureau	3 092 000	3 091 200
14	6214 Fournitures informatiques	1 410 000	1 410 000
14	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	2 152 752	2 152 750
14	6233 Conference et Seminaire		6 875 000
14	6251 Eau, électricité		810 000
14	6293 Autres achats des biens et services civils	16 975 000	16 975 000
14	6296 Frais de reception	900 000	900 000
14	Total Bien et Services	24 529 752	32 213 950
14	2312 Construction des batiments adm.à usage de bureau		0
14	Total Invest		0
14	TOTAL MINISTERE	82 479 301	100 733 750
15	VICE PRESIDENCE MAYOTTE		
15	6111 Remunération du personnel	0	
15	Total salaires	0	
15	6211 Fournitures de bureau	0	
15	6221 Entretien et maintenances du materiel et mc	0	
15	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur	0	
15	6296 Frais de reception	0	
15	Total Bien et Services	0	
15	TOTAL MINISTERE	0	
31	FINANCES ET BUDGET - DEPENSES COMMUNES		
31	6111 Remunération du personnel	389 472 628	365 020 296

31		6171 Frais de formation du personnel		30 132 000
31		6199 Autres salaires non ventilés		154 399 024
31	Total salaires		389 472 628	549 551 320
31		6217 Carburant et Lubrifiant	554 020 600	549 820 600
31		6235 Frais de gardiennage	220 000 000	220 000 000
31		6239 Autres prestations de services	500 000 000	500 000 000
31		6251 Eau, électricité	539 900 000	539 900 000
31		6252 Téléphone ,telex et telecopie	60 000 000	60 000 000
31		6261 Location de logement	229 600 000	358 600 000
31		6281 Frais de Transports et Missions à l'extérieur	740 000 000	710 000 000
31		6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieurs	109 903 448	109 903 448
31		6296 Frais de reception	76 000 000	76 000 000
31		6291 Fêtes et cérémonie officielles	53 140 674	153 140 674
31		6293 Autres achats des biens et services civils	40 000 000	30 000 000
31		6295 Achats des timbres et documents administra	200 377 468	200 337 468
31		6911 imprévues	839 066 527	766 346 752
31	Total Bien et Services		4 162 008 717	4 274 048 942
31		6311 Subventions aux établissements publiques li	386 044 870	390 044 870
31		6433 Aides et secours médicaux	91 505 713	91 505 713
31		6452 Contributions aux organismes internatio	407 000 000	320 000 000
31	Total transfert		884 550 583	801 550 583
31		1711 Amortissements des emprunts sur la dette m	60 054 506	334 772 376
31		1712 Amortissements des emprunts sur la dette bil	193 594 558	193 262 508
31		1761 Amortissements des emprunts auprès de la B	0	0
31		1762 Amortissements des emprunts auprès de la	344 779 830	0
31		1763 Autres emprunts interieurs auprès des orga	155 220 170	
31		6511 Intérêts et frais financiers dettes multilateral	21 510 426	21 326 206
31		6512 Intérêts des emprunts sur la dette bilatérale	145 104 002	166 160 596
31		6571 Intérêts et frais financiers sur conventions a j	95 000 000	95 000 000
31	Total Dette		1 015 263 492	810 521 686
31		2341 Entretien des routes	762 905 797	373 823 841
31		2311 Acquisitions, constructions et réparations de	938 462 243	359 846 499
31		2411 Mobilier et materiel de bureau	440 000 000	20 000 000
31		2412 Mobilier et materiel de logement	34 355 760	30 000 000
31		2431 Voitures de services et de fonction	85 648 000	85 648 000
31		2761 transfert en capital aux ménages pour le pr	540 274 840	20 000 000
31		2762 ur la gestion de la réduction des risques catastrophiques nature		1 488 812 169
		Exonération		0
31	Total Invest		2 801 646 640	2 378 130 509
31	TOTAL MINISTERE		9 252 942 060	8 813 803 040
	TOTAL GENERAL		23 923 571 417	23 800 771 589

LOI DE FINANCES N°14 - /AU
EXERCICE BUDGETAIRE 2015
Désignation

LoF 2015 ANNEXE II

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
01	Assemblée de l'Union						
01	1001	6111 Rémunération du personnel	108	402 106 957	211 502 627	431 112 991	29 006 034
01	1001	6171 Frais de formations du personnel					
01	1001	6211 Fournitures de bureau					
01	1001	6214 Fournitures Informatique					
01	1001	6217 Carburant et lubrifiants					
01	1001	6219 Autres fournitures					
01	1001	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					
01	1001	6233 Conférence et séminaires					
01	1001	6239 Autres prestations de services					
01	1001	6243 Assurances des Véhicules Administratives					
01	1001	6251 Eau, électricité					
01	1001	6252 Téléphone ,télex et télécopie					
01	1001	6261 Location de logement					
01	1001	6281 Frais de Transports et Missions à l'extérieur					
01	1001	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur					
01	1001	6291 Fête et Cérémonie Officielles					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
01	1001	6293		247 951 321	138 975 660	247 951 321	0
01	1001	6296					
01	1001	6433		20 000 000		20 000 000	0
01	1001	6452		10 000 000		12 500 000	2 500 000
01	1001	6911					
01	1001	2439				0	
01	1001	2411					
01	1001	2431					
01	1001	Total	108	680 058 278	350 478 287	711 564 312	31 506 034
02 Cour Suprême							
02	1203	Cour Suprême					
02	1203	6111	44	204 043 126	99 951 691	211 189 000	7 145 874
02	1203	6211					
02	1203	6214					
02	1203	6217					
02	1203	6219					
02	1203	6221					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015								
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart	
02	1203	6233	Conférence et séminaires					
02	1203	6251	Eau, électricité					
02	1203	6281	Frais de Transports et Missions à l'extérieur					
02	1203	6282	Frais de Transports et Missions à l'intérieur					
02	1203	6291	Fête et cérémonie officielle					
02	1203	6293	Autres achats des biens et services civils		31 429 733	15 741 866	31 429 733	0
02	1203	6296	Frais de réception					
02	1203	6452	contribution aux organismes internationaux		3 500 000	1 750 000	3 500 000	0
02	1203	2411	Mobilier et matériel de logement et de bureau					
02	1203	2431	Voitures de services et de fonction					
02	1203	Total service		238 972 859	117 443 557	246 118 733	7 145 874	
02	1501	Section de Compte						
02	1501	6111	Rémunération du personnel					
02	1501	6293	Autres achats des biens et services civils					
02	1501	Total service		0				
02	TOTAL MINISTERE		44	238 972 859	117 443 557	246 118 733		

03 COUR CONSTITUTIONNELLE

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
03	1202	<i>Cour Constitutionnelle</i>					
03	1202	6111 Rémunération du personnel	41	155 439 805	84 478 872	168 095 600	12 655 795
03	1202	6293 Autres achats des biens et services civils		32 553 512	16 276 756	33 510 000	956 488
03	1202	Total service		187 993 317	100 755 628	201 605 600	13 612 283
03	TOTAL MINISTERE		41	187 993 317	100 755 628	201 605 600	13 612 283
04	PRESIDENCE DE L'UNION						
04	1101	<i>BEIT SALAM</i>					
04	1101	6111 Rémunération du personnel	50			154 160 600	
04	1101	6293 Autres achats de biens et services civils		120 000 000	60 000 000	120 000 000	0
04	1101	6294 Autres achats de biens et services pour la sécurité		103 847 844	43 578 000	120 000 000	16 152 156
04	1101	Total service	50	223 847 844	103 578 000	394 160 600	170 312 756
04	1102	<i>Cabinet Présidence de l'Union</i>					
04	1102	6111 Rémunération du personnel	183	437 312 760		507 123 108	69 810 348
04	1102	6211 Fournitures de bureau		8 382 253	2 095 563	8 382 253	8 382 253
04	1102	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		6 060 000	3 030 000	6 060 000	6 060 000
04	1102	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur		20 200 000	10 100 000	20 200 000	20 200 000
04	1102	6293 Autres achats des biens et services civils		41 920 414	20 960 206	41 920 414	41 920 414
04	1102	6296 Frais de réception		39 510 263	19 755 132	39 510 263	39 510 263
04	1102	Total service	183	553 385 690	55 940 901	623 196 038	553 385 690

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
04	1401	Secrétariat Général du Gouvernement					
04	1401	6111 Rémunération du personnel	29	100 550 410	47 388 000	100 550 410	0
04	1401	6211 Fournitures de bureau		2 500 000	1 248 275	2 500 000	0
04	1401	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		2 000 000	922 000	2 000 000	0
04	1401	6233 Conférence et séminaires				22 108 000	22 108 000
04	1401	6291 Fête et cérémonie officielle				18 325 000	
04	1401	6293 Autres achats des biens et services civils		147 000 000	78 000 000	162 000 000	15 000 000
04	1401	6296 Frais de réception		1 000 000	500 000	1 000 000	0
04	1401	Total service	29	253 050 410	128 058 275	308 483 410	55 433 000
04	1502	Dar El Iftah(Mouftorat)					
04	1502	6111 Rémunération du personnel	9			24 885 800	
04	1502	6211 Fournitures de bureau		857 878		857 878	0
04	1502	6217 Carburant et lubrifiants					0
04	1502	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
04	1502	6233 Conférences et séminaires		759 520		759 520	0
04	1502	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					
04	1502	6293 Autres Achats des biens et service civils					
04	1502	6296 Frais de réception					
04	1502	Total service	9	1 617 398	0	26 503 198	24 885 800
04	1505	Haute Autorité de la Fonction Publique					0

**LOI DE FINANCES N°14 - /AU
EXERCICE BUDGETAIRE 2015**

LoF 2015 ANNEXE II

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
04	1505	6111 Rémunération du personnel					0
04	1505	6211 Fournitures de bureau					0
04	1505	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
04	1505	6293 Autres achats des biens et services civils		1 000 000		1 000 000	0
04	1505	6296 Frais de réception					0
04	1505	Total service	0	1 000 000	0	1 000 000	0
04	1506	Commission Nationale de Prévention et de lutte contre la Corruption					
04	1506	6111 Rémunération du personnel	16	91 395 675	39 682 800	91 395 675	0
04	1506	6171 Frais de formations du personnel					0
04	1506	6211 Fournitures de bureau					0
04	1506	6214 Fournitures Informatique					0
04	1506	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
04	1506	6231 Missions de conseils et d assistances					0
04	1506	6233 Conférences et séminaires					0
04	1506	6239 Autres prestations de services					0
04	1506	6241 Assurances souscrits au profit du personnel					0
04	1506	6281 Frais de transport et de mission à l'extérieur					0
04	1506	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
04	1506	6293 Autres achats des biens et services civils		16 344 020	8 172 010	16 344 020	0
04	1506	6296 Frais de réception					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
04	1506	6452 contribution aux organismes internationaux					
04	1506	2341 ouvrage et infrastructures					
04	1506	2411 Mobilier et matériel de logement et de bureau					
04	1506	2431 Voitures de services et de fonction					
04	1506	Total service	16	107 739 695	47 854 810	107 739 695	0
04	1902	Commissariat Général au Plan					
04	1902	6111 Rémunération du personnel	17			25 810 800	
04	1902	6211 Fournitures de bureaux		846 000	211 500	846 000	0
04	1902	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		564 000	102 500	564 000	0
04	1902	Total service	17	1 410 000	314 000	27 220 800	25 810 800
04	1903	Coordination à Anjouan					0
04	1903	6293 Autres achats des biens et services civils		2 600 000	1 300 000	2 600 000	0
04	1903	Total service		2 600 000	1 300 000	2 600 000	0
04	1904	Coordination à Mohéli					
04	1904	6293 Autres achats des biens et services civils		2 000 000	1 000 000	2 000 000	0
04	1904	Total service		2 000 000	1 000 000	2 000 000	0
04	2028	DNDPE					
04	2028	6111 Rémunération du personnel					
04	2028	6211 Fourniture de bureau					
04	2028	6217 Carburant et lubrifiants					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart	
04	2028	6293		1 060 000	530 000	1 060 000	0	
04	2028	Total service		1 060 000	530 000	1 060 000	0	
04	2101	Direction du Journal Officiel						
04	2101	6211		600 000	299 950	600 000	0	
04	2101	6221		400 000	98 550	400 000	0	
04	2101	Total service		1 000 000	398 500	1 000 000	0	
04	2901	Armée Nationale de Développement						
04	2901	6111	2359	2 825 270 000	1 454 114 096	2 989 096 155	163 826 155	
04	2901	6293					0	
04	2901	6294		1 081 533 486	540 766 744	1 081 533 486	0	
04	2901	6432		73 380 217	36 690 108	73 380 217	0	
04	2901	6433		11 721 022	5 860 510	11 721 022	0	
04	2901	2341					0	
04	2901	Total service	2 359	3 991 904 725	2 037 431 458	4 155 730 880	163 826 155	
04	6100	Autorité de régulation des Marché Publique						
04	6100	6111						
04	6100	6171						
04	6100	6211						
04	6100	6214						
04	6100	6217						

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015								
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart	
04	6100	6219 Autres fournitures						
04	6100	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs						
04	6100	6233 Conférences et séminaires						
04	6100	6239 Autres prestations de services						
04	6100	6251 Eau, électricité						
04	6100	6252 Téléphone, télex et télécopie.						
04	6100	6281 Frais de transport et mission à l'Extérieur						
04	6100	6282 Frais de transports et missions à l'intérieur						
04	6100	6293 Autre achats des biens et services civils		10 503 000	1 125 750	12 000 000	1 497 000	
04	6100	6296 Frais de réception					0	
04	6100	6911 Imprévus					0	
04	6100	2311 Réhabilitation du patrimoine					0	
04	6100	2411 Mobilier et matériel de logement et de bureau					0	
04	6100	2431 Voitures de services et de fonction					0	
04	6100	Total service		10 503 000	1 125 750	12 000 000	1 497 000	
04	TOTAL MINISTERE		2 663	5 151 118 762	2 377 531 694	5 662 694 621	511 575 859	
05	Vice Présidence en charge du Ministère de la SANTE, SOLID, Cohésion Soc, ET PROM DU GENRE							
05	1301	Cabinet Santé, Solidarité et Promotion du Genre						
05	1301	6111 Rémunération du personnel	36	229 394 113	128 353 508	117 768 840	-111 625 273	
05	1301	6211 Fournitures de bureau		2 000 000		2 000 000	0	

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
05	1301	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		1 000 000		1 000 000	0
05	1301	6296 Frais de réception		1 721 500	860 000	3 000 000	1 278 500
05	1301	6432 Évacuations sanitaires		18 000 000	8 848 700	20 000 000	2 000 000
05	1301	Total service	36	252 115 613	138 062 208	143 768 840	-108 346 773
05	1402	secrétariat Général					
05	1402	6111 Rémunération du personnel	6			15 842 200	
05	1402	6211 Fournitures de bureau				1 000 000	
05	1402	6214 Fournitures Informatique					
05	1402	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs				800 000	
05	1402	6296 Frais de réception					
05	1402	Total service	6			17 642 200	
05	1905	COMMISSARIAT DE LA SOLIDARITE ET DE LA PROMOTION DU GENRE					
05	1905	6111 Rémunération du personnel	2			7 280 800	
05	1905	6211 Fourniture de bureau		981 000		981 000	0
05	1905	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		882 900		882 000	-900
05	1905	6282 Frais de transport et de mission à l'intérieur		0			0
05	1905	6296 Frais de réception		800 000	400 000	800 000	0
05	1905	Total service	2	2 663 900	400 000	9 943 800	7 279 900
05	2002	Direction Nationale de la Solidarité					
05	2002	6111 Rémunération du personnel	10			15 217 600	

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
05	2002	6211 Fournitures de bureau		981 000		981 000	0
05	2002	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		882 900		882 000	-900
05	2002	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur					0
05	2002	Total service	10	1 863 900	0	17 080 600	15 216 700
05	2003	Direction Nationale de la Santé					
05	2003	6111 Rémunération du personnel	34			72 385 200	
05	2003	6211 Fournitures de bureau		2 000 000	945 750	2 000 000	0
05	2003	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		1 000 000		1 000 000	0
05	2003	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur					0
05	2003	Total service	34	3 000 000	945 750	75 385 200	72 385 200
05	2004	Direction Nationale de la Promotion du Genre					
05	2004	6111 Rémunération du personnel	13			23 485 360	
05	2004	6211 Fournitures de bureau		981 000		981 000	0
05	2004	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		882 900		882 900	0
05	2004	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur					0
05	2004	Total service	13	1 863 900	0	25 349 260	23 485 360
05	2005	Direction Nationale de la Planification et des statistique Sanitaires					
05	2005	6111 Rémunération du personnel	11			19 064 000	
05	2005	6211 Fournitures de bureau		0			
05	2005	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
05	2005	6293 Autres achats des biens et services civils		2 858 400		2 858 400	0
05	2005	6296 Frais de réception					0
05	2005	Total service	11	2 858 400	0	21 922 400	19 064 000
05	2302	Inspection Générale de la Santé					0
05	2302	6211 Fournitures de bureau		1 500 000	700 000	1 500 000	0
05	2302	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		900 000		900 000	0
05	2302	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur					0
05	2302	Total service		2 400 000	700 000	2 400 000	0
05	2401	HOPITAL EL MAAROUF					
05	2401	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonct		60 000 000	30 000 000	60 000 000	0
05	2401	6311 Subventions d'appui au service dialyse		120 000 000		120 000 000	0
05	2401	6312 Subvention aux établissements Publiques lies aux pers		483 299 594		798 000 000	314 700 406
05	2401	Total service		663 299 594	30 000 000	978 000 000	314 700 406
05	2402	HOPITAL DE HOMBO					
05	2402	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonct		5 000 000	2 500 000	6 000 000	1 000 000
05	2402	6312 Subvention aux établissements publics lies aux pers		230 000 000			-230 000 000
05	2402	Total service		235 000 000	2 500 000	6 000 000	-229 000 000
05	2403	HOPITAL DE FOMBONI					
05	2403	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonct		5 000 000	2 500 000	5 000 000	0
05	2403	6312 Subvention aux établissements publics lies aux pers		106 000 000			-106 000 000

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
05	2403	Total service		111 000 000	2 500 000	5 000 000	-106 000 000
05	2404	HOPITAL BAMBAO MTSANGA ANJOUAN					
05	2404	6311 Subventions aux établissements publiques lies au fonctionnements				6 000 000	
05	2404	6312 Subvention aux établissements publiques lies aux personnels					
05	2404	Total service				6 000 000	
05	2405	HOPITAL SAMBA NKOUNI					
05	2405	6311 Subventions aux établissements publiques liées au fonctionnements				3 000 000	
05	2405	6312 Subvention aux établissements publiques liées aux personnels					
05	2405	Total service				3 000 000	
05	5901	PROJET SIDA					
05	5901	6312 Subvention aux établissements publiques lies aux pers		18 000 000	5 000 000	35 000 000	17 000 000
05	5901	Total service		18 000 000	5 000 000	35 000 000	17 000 000
05	5902	Programme Élargie de Vaccination					
05	5902	6312 Subvention aux établissements Publiques lies aux pers		20 000 000	5 000 000	20 000 000	0
05	5902	Total service		20 000 000	5 000 000	20 000 000	0
05	5903	Lutte Contre les épidémies					
05	5903	6312 Subvention aux établissements Publiques lies aux pers		5 833 640	1 458 410	5 833 640	0
05	5903	Total service		5 833 640	1 458 410	5 833 640	0
05	5904	Lutte Contre le Paludisme					
05	5904	6312 Subvention aux établissements Publiques lies aux pers		18 000 000	5 000 000	38 000 000	20 000 000

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
05	5904	Total service		18 000 000	5 000 000	38 000 000	20 000 000
05	6000	Lutte Contre le Tuberculose et Lèpre					
05	6000	6312 Subvention aux établissements Publiques lies aux personnels				20 000 000	
05	6000	Total service				20 000 000	
05	5905	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES					
05	5905	2301 Acquisitions, constructions et réparations des immeubl		153 138 954	32 864 375	0	-153 138 954
05	5905	Total service		153 138 954	32 864 375	0	-153 138 954
05	TOTAL MINISTERE		112	1 491 037 901	224 430 743	1 430 325 940	-60 711 961
06	<i>GARDE SCEAUX, JUSTICE, de la FOP, DE Reforme Adm, Droit de l'Homme, DES AFF. ISLAMIQUES</i>						
06	1302	Cabinet Justice, FOP, D.L, Aff. Isl					
06	1302	6111 Rémunération du personnel	46	640 320 000	669 066 220	129 143 088	-511 176 912
06	1302	6171 Frais de formation du personnel		0			0
06	1302	6211 Fournitures de bureau		1 904 000	952 000	1 504 000	-400 000
06	1302	6214 Fournitures Informatique		0			0
06	1302	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		1 104 000		1 034 000	-70 000
06	1302	6296 Frais de réception		1 580 000	790 000	1 504 000	-76 000
06	1302	6911 Imprévus					0
06	1302	Total service	46	644 908 000	670 808 220	133 185 088	-511 722 912
06	1403	<i>secrétariat Général</i>					
06	1403	6111 Rémunération du personnel	5			7 644 000	

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

LoF 2015 ANNEXE II

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
06	1403	6211 Fournitures de bureau				658 000	
06	1403	6214 Fournitures Informatique				0	
06	1403	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs				470 000	
06	1403	6296 Frais de réception				376 000	
06	1403	Total service	5	0	0	9 148 000	
06	2039	Direction Général Administrative Pénitentiaires					0
06	2039	6111 Rémunération du personnel	7			7 424 400	7 424 400
06	2039	6211 Fournitures de bureau		854 460	427 050	854 460	0
06	2039	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		664 580	331 500	664 580	0
06	2039	6297 Achat de nourriture		38 000 000	19 000 000	39 000 000	1 000 000
06	2039	6432 Évacuations sanitaires					0
06	2039	Total service	7	39 519 040	19 758 550	47 943 440	8 424 400
06	2001	Direction Générale de la FOP					
06	2001	6111 Rémunération du personnel	33			55 227 200	
06	2001	6211 Fournitures de bureau		1 891 186	470 500	1 891 186	0
06	2001	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		756 474		756 474	0
06	2001	6252 Téléphone ,télex et télécopie					
06	2001	6291 Fête et cérémonie officielle					
06	2001	6296 Frais de réception					
06	2001	6911 Imprévus					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
06	2001	2311 Réhabilitation du patrimoine					
06	2001	2431 Voitures de services et de fonction					
06	2001	Total service	33	2 647 660	470 500	57 874 860	55 227 200
06	2006	Direction Générale Affaires Judiciaires					0
06	2006	6111 Rémunération du personnel	9			19 106 000	
06	2006	6211 Fournitures de bureau		759 520		759 520	0
06	2006	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		569 640		569 640	0
06	2006	Total service	9	1 329 160	0	20 435 160	19 106 000
06	2504	Cour d'Appel					0
06	2504	6111 Rémunération du personnel	163			424 523 101	
06	2504	6211 Fournitures de bureau		854 460	212 500	854 460	0
06	2504	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		474 700		474 700	0
06	2504	Total service	163	1 329 160	212 500	425 852 261	424 523 101
06	2505	Cours d'Appel de Mutsamudu					
06	2505	6211 Fournitures de bureau		470 893		470 893	0
06	2505	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		376 714		376 714	0
06	2505	Total service	0	847 607	0	847 607	0
06	2501	Tribunal de 1^{ère} Instance Moroni					0
06	2501	6211 Fournitures de bureau		854 460	213 600	854 460	0
06	2501	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		664 580	166 100	664 580	0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
06	2501	Total service	0	1 519 040	379 700	1 519 040	0
06	2502	<i>Tribunal de 1^{ère} Instance à Anjouan</i>					0
06	2502	6211 Fournitures de bureau		569 640		569 640	0
06	2502	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		474 700		474 700	0
06	2502	Total service	0	1 044 340	0	1 044 340	0
06	2503	<i>Tribunal de 1^{ère} Instance à Mohéli</i>					0
06	2503	6211 Fournitures de bureau		470 000		470 000	0
06	2503	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		376 000		376 000	0
06	2503	Total service		846 000	0	846 000	0
06	2044	<i>Direction Administration Pénitentiaire de Fomboni</i>					0
06	2044	6211 Fournitures de bureau		470 000		470 000	0
06	2044	6212 Nourriture détenus		0		0	0
06	2044	6217 Carburant et lubrifiants					0
06	2044	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		376 000		376 000	0
06	2044	6252 Téléphone, télex et télécopie.					0
06	2044	Total service	0	846 000	0	846 000	0
06	2506	<i>Cours d'Appel de Fomboni</i>					0
06	2506	6211 Fournitures de bureau					0
06	2506	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
06	2506	Total service		0			0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
06	2305	Inspection Générale des Services Judiciaires					0
06	2305	6211 Fournitures de bureau		664 580	332 000	664 580	0
06	2305	6214 Fournitures informatique		474 700		474 700	0
06	2305	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		379 760		379 760	0
06	2305	Total service		1 519 040	332 000	1 519 040	0
06	2008	Direction G. des Affaires Islamiques					0
06	2008	6111 Rémunération du personnel	11			17 372 000	
06	2008	6211 Fournitures de bureau		664 580		664 580	0
06	2008	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		474 700		474 700	0
06	2008	6233 Conférence /Séminaire et Mussabacat		474 700		474 700	0
06	2008	6391 Subventions a d autres catégories de bénéficiaires		20 800 000	10 400 000	26 280 000	5 480 000
06	2008	Total service	11	22 413 980	10 400 000	45 265 980	22 852 000
06	2045	Direction de L'État Civil et Casier Judiciaire					0
06	2045	6211 Fournitures de bureau		846 000	211 500	846 000	0
06	2045	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		564 000	140 000	564 000	0
06	2045	Total service		1 410 000	351 500	1 410 000	0
06	6102	Conseil Supérieur de la magistrature					
06	6102	6211 Fourniture de bureau		759 520		759 520	
06	6102	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		569 640		569 640	
06	6102	Total service		1 329 160	0	1 329 160	

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
06	6004	Délégation Générale de Droit de l'homme					0
06	6004	6111 Rémunération du personnel	9			17 972 400	
06	6004	6211 Fournitures de bureaux		569 640		569 640	0
06	6004	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		474 700		474 700	0
06	6004	Total service	9	1 044 340	0	19 016 740	17 972 400
06	6006	Commission Nationale des droits de l'homme et des Libertés					0
06	6006	6111 Rémunération du personnel					0
06	6006	6211 Fournitures de bureau					0
06	6006	6217 Carburant et lubrifiants					0
06	6006	6251 Eau et électricité					0
06	6006	6252 Téléphone ,télex et télécopie					0
06	6006	6293 Autres Achats des biens et service civil		2 000 000	500 000	2 000 000	0
06	6006	6291 Fête et cérémonie officielle					0
06	6006	6296 Frais de réception					0
06	6006	6433 Aides et secours médicaux					0
06	6006	6911 Imprévus					0
06	6006	2311 Réhabilitation du patrimoine					0
06	6006	Total service	0	2 000 000	500 000	2 000 000	0
06	5906	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES					0
06	5906	2301 Acquisitions, constructions et réparations des immeubles		161 000 000	14 211 000	78 890 000	-82 110 000

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
06	5906	Total service		161 000 000	14 211 000	78 890 000	-82 110 000
06	TOTAL MINISTERE		283	885 552 527	717 423 970	848 972 716	-45 727 811
07	RELATION EXT ET DE LA COOP., CH DE LA DIASPORA, DE LA FRANCOPHONIE ET DU M. ARABE						
07	1304	Cabinet Relations Extérieures					
07	1304	6111 Rémunération du personnel	21	777 596 125	525 079 707	117 299 064	-660 297 061
07	1304	6211 Fournitures de bureaux		2 503 000	625 750	2 503 000	0
07	1304	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		1 002 000	250 500	1 002 000	0
07	1304	6233 Conférence et Séminaires					0
07	1304	6239 Autres prestations de services					0
07	1304	6243 Assurance des Véhicules Administratives		6 586 547	1 542 000	6 586 547	0
07	1304	6262 locations de bureaux					0
07	1304	6282 Frais de transport et de mission à l'intérieur					0
07	1304	6291 Fête et Cérémonie Officielles					0
07	1304	6293 Autres achats des biens et services civils					0
07	1304	6296 Frais de réception		2 004 000	501 000	2 004 000	0
07	1304	Total service	21	789 691 672	527 998 957	129 394 611	-660 297 061
07	1404	<i>secrétariat Général</i>					
07	1404	6111 Rémunération du personnel	68			154 986 231	
07	1404	6211 Fournitures de bureau				500 000	
07	1404	6214 Fournitures Informatique					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
07	1404	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs				300 000	
07	1404	6243 Assurances des Véhicules Administratives					
07	1404	6296 Frais de réception					
07	1404	Total service	68			155 786 231	
07	4001 Ambassade des Comores à Paris						
07	4001	6111 Rémunération du personnel	13			130 943 913	130 943 913
07	4001	6243 Assurances des Véhicules Administratives					0
07	4001	6293 Autres achats des biens et services civils		10 300 000	2 575 000	10 300 000	0
07	4001	Total service	13	10 300 000	2 575 000	141 243 913	130 943 913
07	4002 Ambassade des Comores à New York						
07	4002	6111 Rémunération du personnel	4			57 876 800	
07	4002	6243 Assurances des Véhicules Administratives					0
07	4002	6261 Location de logement					0
07	4002	6293 Autres achats des biens et services civils		11 500 000	2 875 000	11 500 000	0
07	4002	Total service	4	11 500 000	2 875 000	69 376 800	57 876 800
07	4003 Ambassade des Comores au Caire						
07	4003	6111 Rémunération du personnel	9			68 898 626	68 898 626
07	4003	6293 Autres achats des biens et services civils		5 300 000	1 325 000	5 300 000	0
07	4003	Total service	9	5 300 000	1 325 000	74 198 626	68 898 626
07	4004 Ambassade des Comores à Bruxelles						

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
07	4004	6111 Rémunération du personnel	6			71 150 808	
07	4004	6243 Assurances des Véhicules Administratives					0
07	4004	6293 Autres achats des biens et services civils		10 300 000	2 575 000	10 300 000	0
07	4004	Total service	6	10 300 000	2 575 000	81 450 808	71 150 808
07	4005	Ambassade des Comores à Riyad					
07	4005	6111 Rémunération du personnel	10			83 343 555	83 343 555
07	4005	6261 Location de logement					0
07	4005	6293 Autres achats des biens et services civils		3 800 000	950 000	3 800 000	0
07	4005	Total service	10	3 800 000	950 000	87 143 555	83 343 555
07	4006	Ambassade des Comores à Tana					
07	4006	6111 Rémunération du personnel	8			43 793 384	43 793 384
07	4006	6243 Assurances des Véhicules Administratives					0
07	4006	6293 Autres achats des biens et services civils		5 500 000	1 375 000	5 500 000	0
07	4006	Total service	8	5 500 000	1 375 000	49 293 384	43 793 384
07	4007	Ambassade des Comores en Afrique du Sud					
07	4007	6111 Rémunération du personnel	7			48 588 416	48 588 416
07	4007	6243 Assurances des Véhicules Administratives					0
07	4007	6293 Autres achats des biens et services civils		5 850 000	1 462 500	5 850 000	0
07	4007	Total service	7	5 850 000	1 462 500	54 438 416	48 588 416
07	4008	Ambassade des Comores à Tripoli					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
07	4008	6111 Rémunération du personnel	6			44 869 286	44 869 286
07	4008	6293 Autres achats des biens et services civils		4 008 000	1 002 000	4 008 000	0
07	4008	Total service	6	4 008 000	1 002 000	48 877 286	44 869 286
07	4009	Ambassade des Comores en IRAN					
07	4009	6111 Rémunération du personnel	1			17 125 200	17 125 200
07	4009	6293 Autres achats des biens et services civils		3 356 700	839 175	3 356 700	0
07	4009	Total service	1	3 356 700	839 175	20 481 900	17 125 200
07	4010	Ambassade de Comores à ADDIS ABABA					
07	4010	6111 Rémunération du personnel	31			48 943 616	48 943 616
07	4010	6261 Location de logement					0
07	4010	6293 Autres achats des biens et services civils		3 000 000	750 000	3 000 000	3 000 000
07	4010	Total service	31	3 000 000	750 000	51 943 616	48 943 616
07	4011	Ambassade des Comores à Dakar					
07	4011	6111 Rémunération du personnel	5			34 262 494	
07	4011	6241 Assurances des Véhicules Administratives					0
07	4011	6293 Autres achats des biens et services civils		5 000 000	1 250 000	5 000 000	0
07	4011	Total service	5	5 000 000	1 250 000	39 262 494	34 262 494
07	4012	Ambassade des Comores à CHINE					
07	4012	6111 Rémunération du personnel	3			31 783 200	
07	4012	6261 Location de logement					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
07	4012	6293 Autres achats des biens et services civils		2 500 000	625 000	2 500 000	0
07	4012	Total service	3	2 500 000	625 000	34 283 200	31 783 200
07	4013	Ambassade des Comores à Abu-Dhabi					
07	4013	6111 Rémunération du personnel	6			54 357 748	
07	4013	6293 Autres achats des biens et services civils		4 000 000	1 075 000	4 000 000	0
07	4013	Total service	6	4 000 000	1 075 000	58 357 748	54 357 748
07	4101	Consulat Général à Dubaï					
07	4101	6111 Rémunération du personnel	4			24 230 390	24 230 390
07	4101	6261 Location de logement					0
07	4101	6293 Autres achats des biens et services civils		4 300 000	1 075 000	4 300 000	0
07	4101	Total service	4	4 300 000	1 075 000	28 530 390	24 230 390
07	4102	Consulat Général à Tunisie					
07	4102	6111 Rémunération du personnel	2			14 734 000	14 734 000
07	4102	6214 Fournitures informatiques					0
07	4102	6261 Location de logement					0
07	4102	6293 Autres achats des biens et services civils		5 000 000		5 000 000	0
07	4102	2411 Mobiliers et matériel de logement et de bureau					0
07	4102	2431 Voitures de services et de fonction					0
07	4102	Total service	2	5 000 000	0	19 734 000	14 734 000
07	4103	Consulat Général à Majunga					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
07	4103	6111 Rémunération du personnel	2			6 647 472	6 647 472
07	4103	6261 Location de logement					0
07	4103	6293 Autres achats des biens et services civils		3 700 000	925 000	3 700 000	0
07	4103	Total service	2	3 700 000	925 000	10 347 472	6 647 472
07	4104	Ambassade des Comores à QATAR					
07	4104	6111 Rémunération du personnel	1			18 459 400	18 459 400
07	4104	6261 Location de logement					0
07	4104	6293 Autres achats des biens et services civils				4 300 000	4 300 000
07	4104	Total service	1	0	0	22 759 400	22 759 400
07	4105	Ambassade des Comores à TANZANIE					
07	4105	6111 Rémunération du personnel	1			16 353 600	
07	4105	6261 Location de logement					0
07	4105	6293 Autres achats des biens et services civils				3 500 000	3 500 000
07	4105	Total service	1	0	0	19 853 600	19 853 600
07	5909	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES					
07	5909	2439 Autres investissements				0	0
07	5909	Total service				0	0
07	TOTAL MINISTERE		208	877 106 372	548 677 632	1 196 757 450	319 651 078
08	VICE PRESIDENCE MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECO, BUDGET ET ET DES INV, COM EXT, PRIV						
08	1308	Cabinet Finances et Budget					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
08	1308	6111 Rémunération du personnel	36	925 122 258	442 975 677	131 242 976	-793 879 282
08	1308	6211 Fournitures de bureaux		2 020 000	505 000	2 020 000	0
08	1308	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		1 818 000	454 500	1 818 000	0
08	1308	6296 Frais de réception		3 030 000	757 500	3 030 000	0
08	1308	Total service	36	931 990 258	444 692 677	138 110 976	-793 879 282
08	1405	secrétariat Général					
08	1405	6111 Rémunération du personnel	17			36 304 200	36 304 200
08	1405	6211 Fournitures de bureau				1 000 000	1 000 000
08	1405	6214 Fournitures Informatique					0
08	1405	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs				800 000	800 000
08	1405	6296 Frais de réception					0
08	1405	Total service	17			38 104 200	38 104 200
08	1503	Comité de Cadrage Macro - Budgétaire					
08	1503	6111 Rémunération du personnel					0
08	1503	6211 Fournitures de bureaux					
08	1503	6293 Autres achats des biens et services civils		2 000 000	1 000 000	8 000 000	6 000 000
08	1503	Total service		2 000 000	1 000 000	8 000 000	6 000 000
08	1509	Service de Renseignements Financiers					
08	1509	6293 Autre achats des biens et services civils		40 000 000		40 000 000	0
08	1509	Total service		40 000 000	0	40 000 000	0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
08	2010	Direction Générale du Budget					
08	2010	6111 Rémunération du personnel	29			62 945 380	62 945 380
08	2010	6171 Frais de formation du personnel				20 000 000	20 000 000
08	2010	6211 Fournitures de bureaux		5 050 000	2 525 000	5 050 000	0
08	2010	6219 Autres Fournitures				3 500 000	3 500 000
08	2010	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		1 010 000	505 000	1 010 000	0
08	2010	Total service	29	6 060 000	3 030 000	92 505 380	86 445 380
08	1520	Direction Générale des Marchés Publics					
08	1520	6111 Rémunération du personnel	19			43 514 800	43 514 800
08	1520	6211 Fournitures de bureaux					0
08	1520	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
08	1520	6293 Autres achats des biens et services civils		3 000 000		3 000 000	0
08	1520	Total service	19	3 000 000	0	46 514 800	43 514 800
08	1507	Direction Générale de la comptabilité Publique					0
08	1507	6111 Rémunération du personnel	48			103 617 800	
08	1507	6211 Fournitures de bureau					0
08	1507	6293 Autres achats des biens et services		3 000 000	1 500 000	6 000 000	3 000 000
08	1507	Total service	48	3 000 000	1 500 000	109 617 800	106 617 800
08	1508	Institut de la Statistique					
08	1508	6111 Rémunération du personnel	18			41 446 400	41 446 400

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
08	1508	6211 Fournitures de bureau					0
08	1508	6293 Autres achats des biens et services		3 000 000	750 000	4 000 000	1 000 000
08	1508	Total service		3 000 000	750 000	45 446 400	42 446 400
08	2033 Direction G. de la Promotion des Investissements						
08	2033	6211 Fournitures de bureau		470 000			-470 000
08	2033	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		376 000			-376 000
08	2033	6282 Frais de Transports et Missions à l'intérieur					0
08	2033	Total service		846 000	0	0	-846 000
08	6101 Agence Nationale des Promotions des Investissement						
08	6101	6111 Rémunération du personnel					0
08	6101	6311 Subventions aux établissements publics liés au fonctionnement		46 000 000	46 000 000	46 000 000	0
08	6101	Total service		46 000 000	46 000 000	46 000 000	0
08	1906 Délégué chargé de l'Économie et des Privatization auprès de la Vice Pre du Min Fin						
08	1906	6211 Fournitures de bureaux		900 000	225 000	900 000	0
08	1906	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		600 000	150 000	600 000	0
08	1906	6296 Frais de réception		500 000	125 000	500 000	0
08	1906	Total service		2 000 000	500 000	2 000 000	0
08	2016 Direction G. des Aff. Économiques et du commerce extérieur						
08	2016	6111 Rémunération du personnel	25			52 871 400	
08	2016	6171 Frais de formation du personnel					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
08	2016	6211 Fournitures de bureaux		600 000	150 000	1 164 000	564 000
08	2016	6214 Fournitures informatique					0
08	2016	6217 Carburant et lubrifiants					0
08	2016	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis'		400 000	100 000	776 000	376 000
08	2016	6233 Conférences et séminaires					
08	2016	6252 Téléphone ,télex et télécopie					0
08	2016	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
08	2016	6431 Bourse d'études					0
08	2016	6911 Imprévus					0
08	2016	2441 Équipement de l'administration					0
08	2016	Total service	25	1 000 000	250 000	54 811 400	53 811 400
08	2017 Direction G. du Commerce Extérieur.						
08	2017	6211 Fournitures de bureaux		564 000	141 000		-564 000
08	2017	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis'		376 000	94 000		-376 000
08	2017	Total service		940 000	235 000	0	-940 000
08	2309 Inspection Générale des Finances						
08	2309	6211 Fournitures de bureaux		600 000	150 000	600 000	0
08	2309	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis'		350 000	87 500	350 000	0
08	2309	Total service		950 000	237 500	950 000	0
08	2012 Trésorerie Générale des Comores						

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
08	2012	6211 Fournitures de bureaux		4 000 000	2 000 000	4 000 000	0
08	2012	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		1 000 000	500 000	1 000 000	0
08	2012	Total service		5 000 000	2 500 000	5 000 000	0
08	2013	Direction Générale des Douanes					
08	2013	6111 Rémunération du personnel	170			320 814 600	320 814 600
08	2013	6211 Fournitures de bureaux		1 410 000		1 410 000	0
08	2013	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		752 000		752 000	0
08	2013	Total service	170	2 162 000	0	322 976 600	320 814 600
08	2206	Brigade Polyvalente Impots - Douanes					
08	2206	6211 Fournitures de bureaux		564 000		564 000	0
08	2206	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		376 000		376 000	0
08	2206	Total service		940 000	0	940 000	0
08	2203	Direction Générale du Contrôle Financier					
08	2203	6111 Rémunération du personnel	6			19 199 148	19 199 148
08	2203	6211 Fournitures de bureaux		1 500 000		2 000 000	500 000
08	2203	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		1 000 000		1 500 000	500 000
08	2203	Total service	6	2 500 000	0	22 699 148	20 199 148
08	2204	Département Immobilier de l'État					
08	2204	6211 Fournitures de bureaux		752 000	188 000	752 000	0
08	2204	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		470 000	117 500	470 000	0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
08	2204	Total service		1 222 000	305 500	1 222 000	0
08	1517	Cellule de Reforme Économique et Financier					
08	1517	6293 Autres achats des biens et services civils		12 000 000	3 000 000	12 000 000	0
08	1517	Total service		12 000 000	3 000 000	12 000 000	0
08	2205	Département Arabe					0
08	2205	6211 Fournitures de bureaux		564 000	141 000	564 000	0
08	2205	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		376 000	94 000	376 000	0
08	2205	Total service		940 000	235 000	940 000	0
08	1518	Comité National de la Dette Publique					
08	1518	6293 Autres achats des biens et services civils		8 000 000	2 000 000	2 000 000	-6 000 000
08	1518	Total service		8 000 000	2 000 000	2 000 000	-6 000 000
08	2015	Direction Nationale de la Dette Publique					0
08	2015	6211 Fournitures de bureaux		700 000	175 000	700 000	0
08	2015	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		600 000	150 000	600 000	0
08	2015	Total service		1 300 000	325 000	1 300 000	0
08	2014	AGID					0
08	2014	6111 Rémunération du personnel	54			120 632 000	120 632 000
08	2014	6211 Fournitures de bureaux					0
08	2014	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
08	2014	6293 Autres achats des biens et services civils		4 100 000		4 100 000	0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
08	2014	Total service	54	4 100 000	0	124 732 000	120 632 000
08	1510	Direction Générale de l'informatique					0
08	1510	6293 Autres achats des biens et services civils		2 000 000		3 000 000	1 000 000
08	1510	Total service		2 000 000	0	3 000 000	1 000 000
08	TOTAL MINISTERE		404	1 080 950 258	506 560 677	1 118 870 704	37 920 446
09	POSTES ET TELECOM DE LA PROMOTION DES NOUVELLES TECH, DE L'INFOR CHARGE DES TRANSPORT ET DU TOURISME						
09	1310	Cabinet Postes et Télécom					
09	1310	6111 Rémunération du personnel	9	80 225 093	37 832 330	33 049 892	-47 175 201
09	1310	6211 Fournitures de bureau		1 290 996		1 290 996	0
09	1310	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		922 140		922 140	0
09	1310	6233 Conférences et séminaires		438 017		438 017	0
09	1310	6296 Frais de réception		922 140		922 140	0
09	1310	Total service	9	83 798 386	37 832 330	36 623 185	-47 175 201
09	1406	secrétariat Général					
09	1406	6111 Rémunération du personnel	7			11 437 600	11 437 600
09	1406	6211 Fournitures de bureau					0
09	1406	6214 Fournitures Informatique					0
09	1406	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
09	1406	6296 Frais de réception					0
09	1406	Total service	7	0	0	11 437 600	11 437 600

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart	
09	1907	<i>Délégué chargé des Transports et du Tourisme auprès du Ministère des Postes et Télécommunications</i>						
09	1907	6211 Fournitures de bureaux		846 000		846 000	0	
09	1907	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		564 000		564 000	0	
09	1907	6296 Frais de réception		500 000		500 000	0	
09	1907	Total service		1 910 000	0	1 910 000	0	
09	2021	<i>Direction Générale des Tics et de la Poste</i>						
09	2021	6111 Rémunération du personnel	4			9 218 400	9 218 400	
09	2021	6211 Fournitures de bureau		846 000		846 000	0	
09	2021	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		752 000		752 000	0	
09	2021	Total service	4	1 598 000	0	10 816 400	9 218 400	
09	2018	<i>Direction Générale des Transports</i>						
09	2018	6111 Rémunération du personnel	7			12 104 000	12 104 000	
09	2018	6211 Fournitures de bureau		611 000		611 000	0	
09	2018	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		470 000		470 000	0	
09	2018	Total service	7	1 081 000	0	13 185 000	12 104 000	
09	2019	<i>Direction G. Aviation Civile et Météo</i>						0
09	2019	6211 Fournitures de bureau					0	
09	2019	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0	
09	2019	Total service		0	0	0	0	
09	2020	<i>Direction Générale du Tourisme</i>						0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
09	2020	6111 Rémunération du personnel	9			14 415 200	14 415 200
09	2020	6211 Fournitures de bureau		564 000		564 000	0
09	2020	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		376 000		376 000	0
09	2020	Total service	9	940 000	0	15 355 200	14 415 200
09	2060 Office National de Tourisme						
09	2060	6293 Autres achats des biens et services civils		96 000 000		96 000 000	0
09	2060	Total service		96 000 000	0	96 000 000	0
09	TOTAL MINISTERE		36	185 327 386	37 832 330	185 327 385	-1
10	<i>Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Énergie, de l'Industrie et de l'Artisanat</i>						
10	1311 Cabinet Agriculture, P. et de l'Environnement						
10	1311	6111 Rémunération du personnel	8	172 512 215	75 928 506	30 837 992	-141 674 223
10	1311	6211 Fournitures de bureau		882 900		882 900	0
10	1311	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		588 600		588 600	0
10	1311	6296 Frais de réception		981 000		981 000	0
10	1311	Total service	8	174 964 715	75 928 506	33 290 492	-141 674 223
10	1407 secrétariat Général						
10	1407	6111 Rémunération du personnel	11			18 368 800	18 368 800
10	1407	6211 Fournitures de bureau					0
10	1407	6214 Fournitures Informatique					0
10	1407	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
10	1407	6296 Frais de réception					0
10	1407	Total service	11	0	0	18 368 800	18 368 800
10	1908 Délégué chargé de l'Agriculture et de la Pêche auprès du Min Prod						0
10	1908	6211 Fournitures de bureaux		882 900		882 900	0
10	1908	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		588 600		588 600	0
10	1908	6296 Frais de réception		490 500		490 500	0
10	1908	Total service		1 962 000	0	1 962 000	0
10	2034 Direction N.des Stratégies Agr.et de l'Élevage.						
10	2034	6111 Rémunération du personnel	16			25 052 400	25 052 400
10	2034	6211 Fournitures de bureau		588 600		588 600	0
10	2034	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
10	2034	Total service	16	588 600	0	25 641 000	25 052 400
10	2022 Direction Générale de l'Industrie						0
10	2022	6111 Rémunération du personnel	9			8 516 800	8 516 800
10	2022	6211 Fournitures de bureau		553 284		553 284	0
10	2022	6214 Fournitures informatique		553 284		553 284	0
10	2022	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		368 856		368 856	0
10	2022	Total service	9	1 475 424	0	9 992 224	8 516 800
10	2023 Direction Nationale des Ressources Halieutiques						0
10	2023	6111 Rémunération du personnel	14			20 485 600	

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
10	6301	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonctionnements					0
10	6301	Total service		0			0
10	2303	Institut N. de R. pour l'Agriculture, pêche et envir.					0
10	2303	6111 Rémunération du personnel	1			3 072 000	3 072 000
10	2303	6211 Fournitures de bureau		564 000		564 000	0
10	2303	6214 Fournitures informatique		564 000		564 000	0
10	2303	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		376 000		376 000	0
10	2303	Total service	1	1 504 000	0	4 576 000	3 072 000
10	2304	Office Comorien de la Pr. Intellectuelle					
10	2304	6111 Rémunération du personnel	1			2 816 000	2 816 000
10	2304	6293 Autres achats des biens et services civils					0
10	2304	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonct		20 000 000	10 000 000	20 000 000	0
10	2304	Total service	1	20 000 000	10 000 000	22 816 000	2 816 000
10	6302	Centre N. de Formation et de Perfection Agricole					0
10	6302	6211 Fournitures de bureau		752 000		752 000	0
10	6302	6214 Fournitures informatique		564 000		564 000	0
10	6302	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		470 000		470 000	0
10	6302	6297 Achats de nourritures		470 000		470 000	0
10	6302	Total service		2 256 000	0	2 256 000	0
10	2046	Direction Générale de l'Environnement					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
10	2046	6111 Rémunération du personnel	13			22 864 000	22 864 000
10	2046	6211 Fournitures de bureau		600 000		600 000	0
10	2046	6214 Fournitures informatique		0			0
10	2046	6221 Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adr		600 000		660 000	60 000
10	2046	Total service	13	1 200 000	0	24 124 000	22 924 000
10	2308	Direction Nationale de l'Artisanat					0
10	2308	6111 Rémunération du personnel	8			9 235 600	
10	2308	6211 Fournitures de bureau		752 000	376 000	752 000	0
10	2308	6214 Fournitures informatique		564 000	282 000	564 000	0
10	2308	6221 Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adr		470 000	235 000	470 000	0
10	2308	Total service	8	1 786 000	893 000	11 021 600	9 235 600
10	5907	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES					
10	5907	2301 Acquisitions, constructions et réparations des immeuble		148 937 738		72 979 492	-75 958 246
10	5907	Total service		148 937 738	0	72 979 492	-75 958 246
10	TOTAL MINISTERE		90	530 251 057	86 821 506	396 252 988	-133 998 069
11	Vice- Présidence chargé du Ministère de l'aménagement du Terr, des Infrst, de l'Urba et de l'Habitat						
11	1312	Cabinet de l' Aménagement					
11	1312	6111 Rémunération du personnel	16	98 707 329	53 325 600	62 413 356	-36 293 973
11	1312	6211 Fournitures de bureau		846 000	199 500	846 000	0
11	1312	6221 Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adr		517 000	129 000	517 000	0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
11	1312	6296 Frais de réception		940 000	235 000	940 000	0
11	1312	Total service	16	101 010 329	53 889 100	64 716 356	-36 293 973
11	1408	secrétariat Général					0
11	1408	6111 Rémunération du personnel	8			17 820 800	17 820 800
11	1408	6211 Fournitures de bureau				1 000 000	1 000 000
11	1408	6214 Fournitures Informatique					0
11	1408	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs				800 000	800 000
11	1408	6243 Assurances des Véhicules Administratives					0
11	1408	6296 Frais de réception					0
11	1408	6433 Aides et secours médicaux					0
11	1408	6911 Imprévus					0
11	1408	Total service	8			19 620 800	19 620 800
11	1909	<i>Délégué chargé de l'Urbanisme et de la l'Habitat auprès de la Vice Pre du Min Amen</i>					0
11	1909	6211 Fournitures de bureau		829 926		829 926	0
11	1909	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adr		564 000		564 000	0
11	1909	6296 Frais de réception		470 000		470 000	0
11	1909	Total service		1 863 926	0	1 863 926	0
11	2024	Direction N. de L'equip. et de l'amenag.du territoire					
11	2024	6111 Rémunération du personnel	18			23 968 800	
11	2024	6211 Fournitures de bureau		564 000		564 000	0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
11	2024	6221 Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adr		376 000		376 000	0
11	2024	Total service	18	940 000	0	24 908 800	23 968 800
11	2025	Direction N. des Routes et des Transports					
11	2025	6111 Rémunération du personnel	15			17 741 600	
11	2025	6211 Fournitures de bureau		564 000		564 000	0
11	2025	6221 Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adr		376 000		376 000	0
11	2025	Total service	15	940 000	0	18 681 600	17 741 600
11	2030	Laboratoire National des Travaux Publics et des Bât.					
11	2030	6211 Fournitures de bureau		470 000		470 000	0
11	2030	6221 Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adr		376 000		376 000	0
11	2030	Total service		846 000	0	846 000	0
11	2035	Direction de l'Urbanisme					
11	2035	6211 Fournitures de bureau		500 000		500 000	0
11	2035	6221 Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
11	2035	Total service		500 000	0	500 000	0
11	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES						
11		2311 Réhabilitation du patrimoine					
11		2411 Mobilier de bureau					
11		2421 Matériel Informatique de Bureau					
11		2431 Voitures de services et de fonction					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
11		Total service		0	0	0	
11		TOTAL MINISTERE	57	106 100 255	53 889 100	131 137 482	25 037 227
12		EDUCATION NATIONALE, DE LA RECHERCHE, DE LA CULTURE, DES ARTS,					
12	1313	Cabinet Éducation Nationale					
12	1313	6111 Rémunération du personnel	97	372 567 711	228 790 379	369 258 340	-3 309 371
12	1313	6211 Fournitures de bureau		2 000 000	365 850	1 992 000	-8 000
12	1313	6214 Fournitures informatique		1 000 000		280 000	-720 000
12	1313	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		1 000 000		564 000	-436 000
12	1313	6233 Conférences et séminaires		2 000 000		3 164 000	1 164 000
12	1313	6239 Autres prestations de services					0
12	1313	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
12	1313	6296 Frais de réception		2 000 000		2 000 000	0
12	1313	6431 Bourse d'études		30 000 000		30 000 000	0
12	1313	2311 Réhabilitation du patrimoine					0
12	1313	2411 Mobilier et matériel de logement et de bureau					0
12	1313	Total service	97	410 567 711	229 156 229	407 258 340	-3 309 371
12	1409	secrétariat Général					0
12	1409	6111 Rémunération du personnel	6			11 018 000	11 018 000
12	1409	6211 Fournitures de bureau				844 000	844 000
12	1409	6214 Fournitures Informatique				265 000	265 000

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

		EXERCICE BUDGETAIRE 2015					
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
12	1409	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
12	1409	6243 Assurance des Véhicules Administratives					0
12	1409	6296 Frais de réception					0
12	1409	6433 Aides et secours médicaux					0
12	1409	6911 Imprévus					0
12	1409	Total service	6	0	0	12 127 000	12 127 000
12	1504	Commission Nationale pour l'UNESCO					
12	1504	6211 Fournitures de bureau		1 410 000		966 100	-443 900
12	1504	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		940 000		300 000	-640 000
12	1504	6452 Contributions aux organismes internationaux					0
12	1504	Total service		2 350 000	0	1 266 100	-1 083 900
12	1516	ONEC					
12	1516	6111 Rémunération du personnel	14			21 435 000	21 435 000
12	1516	6211 Fournitures de bureau		900 000		1 000 000	100 000
12	1516	6293 Autres achats des biens et services civils		87 712 100	76 765 880	87 074 000	-638 100
12	1516	Total service	14	88 612 100	76 765 880	109 509 000	20 896 900
12	1519	Commission Nationale pour l'ISESCO					
12	1519	6211 Fournitures de bureau		1 500 000	359 300	848 800	-651 200
12	1519	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		900 000		240 000	-660 000
12	1519	Total service		2 400 000	359 300	1 088 800	-1 311 200

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
12	2307	Inspection G.de l'Éducation Nationale					
12	2307	6111	Rémunération du personnel				0
12	2307	6233	Conférences et séminaires			3 065 000	3 065 000
12	2307	6211	Fournitures de bureau	2 000 000		1 715 000	-285 000
12	2307	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adminis	940 000		976 000	36 000
12	2307	6282	Frais de transport et mission à l'intérieur				0
12	2307	2311	Réhabilitation du patrimoine				0
12	2307	2411	Mobilier et matériel de logement et de bureau				0
12	2307	2431	Voitures de services et de fonction				0
12	2307	Total service		2 940 000	0	5 756 000	-249 000
12	1901	Commissariat Nat. à la Culture, à la Jeunesse et au Sport					0
12	1901	6111	Rémunération du personnel	11		24 183 200	24 183 200
12	1901	6311	Subventions aux établissements publics lies au fonctionn	6 000 000	6 000 000	6 000 000	0
12	1901	6452	Contributions aux organismes internationaux				0
12	1901	Total service		11	6 000 000	30 183 200	0
12	2301	Institut N. de la Jeunesse et des Sports					
12	2301	6111	Rémunération du personnel				0
12	2301	6311	Subventions aux établissements publics lies au fonctionn	12 600 000	6 300 000	12 600 000	0
12	2301	Total service		12 600 000	6 300 000	12 600 000	0
12	2903	Centre National d'Horticole					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
12	2903	6111 Rémunération du personnel					0
12	2903	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonctionn		4 050 000	2 025 000	4 050 000	0
12	2903	Total service		4 050 000	2 025 000	4 050 000	0
12	6401	Centre National de Recherche Scientifique					0
12	6401	6111 Rémunération du personnel	25			42 962 600	42 962 600
12	6401	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonctionn		5 000 000	2 500 000	5 000 000	0
12	6401	Total service	25	5 000 000	2 500 000	47 962 600	42 962 600
12	2904	E.N.T.P					0
12	2904	6111 Rémunération du personnel					0
12	2904	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonctionn		3 000 000		3 000 000	0
12	2904	6312 Subvention aux établissements Publiques lie	43	83 000 000		98 016 000	15 016 000
12	2904	Total service		86 000 000	0	101 016 000	15 016 000
12	6402	UNIVERSITE DES COMORES					0
12	6402	6111 Rémunération du personnel					0
12	6402	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonctionn		756 331 525	378 165 762	799 331 525	43 000 000
12	6402	Total service		756 331 525	378 165 762	799 331 525	43 000 000
12	6303	École Nationale de la Pêche					0
12	6303	6111 Rémunération du personnel					0
12	6303	6311 Subventions aux établissements publics lies au fonctionn		2 000 000		2 000 000	0
12	6303	6312 Subvention aux établissements Publiques lie	29	33 000 020		37 823 200	4 823 180

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
12	6303	Total service		35 000 020	0	39 823 200	4 823 180
12	2047	<i>Direction de la politique et des Programmes d'Enseignement</i>					0
12	2047	6111 Rémunération du personnel	9			17 469 600	17 469 600
12	2047	6211 Fournitures de bureau		1 500 000	750 000	1 500 000	0
12	2047	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		1 000 000		750 000	-250 000
12	2047	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
12	2047	2311 Réhabilitation du patrimoine					0
12	2047	Total service	9	2 500 000	750 000	19 719 600	17 219 600
12	2054	Direction Générale Alphabétisation					0
12	2054	6293 Autre achats des biens et services civils		1 000 000		323 000	-677 000
12	2054	Total service		1 000 000	0	323 000	-677 000
12	2048	<i>Direction Générale de l'Enseignement Tech.Prof</i>					0
12	2048	6111 Rémunération du personnel	9			20 142 600	20 142 600
12	2048	6171 Frais de formation du personnel					0
12	2048	6211 Fournitures de bureau		1 500 000		810 000	-690 000
12	2048	6214 Fournitures informatique				560 000	560 000
12	2048	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		1 000 000		785 000	-215 000
12	2048	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
12	2048	2311 Réhabilitation du patrimoine					0
12	2048	Total service	9	2 500 000	0	22 297 600	19 797 600

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
12	2049	<i>Direction Générale de la Planification</i>					0
12	2049	6111 Rémunération du personnel	7			13 646 400	13 646 400
12	2049	6171 Frais de formation du personnel					0
12	2049	6211 Fourniture de bureau					0
12	2049	6214 Fournitures informatique					0
12	2049	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
12	2049	6282 Frais transport et mission à l'intérieur					0
12	2049	6293 Autres achats des biens et services civils		3 000 000		3 000 000	0
12	2049	2311 Réhabilitation du patrimoine					0
12	2049	Total service	7	3 000 000	0	16 646 400	13 646 400
12	2050	<i>Direction Générale de l'Enseignement Sup</i>					0
12	2050	6111 Rémunération du personnel	9			15 784 800	15 784 800
12	2050	6211 Fournitures de bureau		1 500 000		810 000	-690 000
12	2050	6214 Fourniture Informatique					0
12	2050	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		900 000		400 000	-500 000
12	2050	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
12	2050	2311 Réhabilitation du patrimoine					0
12	2050	Total service		2 400 000	0	16 994 800	14 594 800
12	2051	<i>Direction Générale de la Culture</i>					0
12	2051	6111 Rémunération du personnel	4			7 379 200	7 379 200

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
12	2051	6211 Fournitures de bureau		1 880 000		844 800	-1 035 200
12	2051	6214 Fourniture Informatique					0
12	2051	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		940 000		540 000	-400 000
12	2051	2311 Réhabilitation du patrimoine					0
12	2051	Total service	4	2 820 000	0	8 764 000	5 944 000
12	5908	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES					
12	5908	2301 Acquisitions, constructions et réparations des immeubles		151 280 428		0	-151 280 428
12	5908	Total service		151 280 428	0	0	-151 280 428
12	TOTAL MINISTERE		182	1 577 351 784	702 022 171	1 656 717 165	79 365 381
13	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFOR, DE LA DECENTR, CHARGE DES RELATIONS AVECLES INSTITU						
13	1305	Cabinet Intérieur et Information					
13	1305	6111 Rémunération du personnel	78	576 806 230	266 522 279	70 297 865	-506 508 365
13	1305	6211 Fournitures de bureau		846 000	204 500	846 000	0
13	1305	6214 Fournitures informatique			200 000		0
13	1305	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		800 000		800 000	0
13	1305	6233 Conférences et séminaires					0
13	1305	6282 Frais de transport et mission à l'extérieur					0
13	1305	6296 Frais de réception		891 325		891 325	0
13	1305	2431 Voitures de services et de fonction					0
13	1305	Total service		579 343 555	266 926 779	72 835 190	-506 508 365

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
13	1410	<i>secrétariat Général</i>					
13	1410	6111 Rémunération du personnel	6			10 355 600	10355600
13	1410	6211 Fournitures de bureau					0
13	1410	6214 Fournitures Informatique					0
13	1410	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
13	1410	6296 Frais de réception					0
13	1410	Total service	6	0	0	10 355 600	10355600
13	6001	O R T C					
13	6001	6311 Subvention aux Établissements Publiques lies aux fonctionn		200 000 000	50 000 000	200 000 000	0
13	6001	Total service		200 000 000	50 000 000	200 000 000	0
13	6002	AL WATWAN					
13	6002	6311 Subvention aux Établissements Publiques lies aux fonctionn		100 000 000	50 000 000	100 000 000	0
13	6002	Total service		100 000 000	50 000 000	100 000 000	0
13	2021	<i>Direction Générale de l'information et de la Communication</i>					
13	2021	6111 Rémunération du personnel	9			16 077 200	
13	2021	6211 Fournitures de bureau		500 000	122 000	500 000	0
13	2021	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		400 000	100 000	400 000	0
13	2021	Total service	9	900 000	222 000	16 977 200	16 077 200
13	2059	PREFECTURES					
13	2059	6311 Subvention aux Établissements Publiques lies aux fonctionn		0			0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
13	2059	Total service		0			0
13	2027	<i>Direction Nationale des Opérations Électorales</i>					0
13	2027	6211 Fournitures de bureau		658 000	164 250	658 000	0
13	2027	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		611 000	152 000	611 000	0
13	2027	6292 Élections		350 100 000	25 050 000	25 000 000	-325 100 000
13	2027	Total service		351 369 000	25 366 250	26 269 000	-325 100 000
13	2029	<i>Direction Nationale de la décentralisation</i>					
13	2029	6111 Rémunération du personnel	10			20 422 200	20 422 200
13	2029	6211 Fournitures de bureau		470 000		775 000	305 000
13	2029	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		376 000		500 000	124 000
13	2029	6233 Conférences et séminaires					0
13	2029	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
13	2029	6293 Autres Achats des biens et services civils					0
13	2029	6296 Frais de réception					0
13	2029	2411 Mobilier et matériel de logement et de bureau					0
13	2029	Total service	10	846 000	0	21 697 200	20 851 200
13	2009	<i>Direction Nationale de la Sureté du Territoire</i>					
13	2009	6111 Rémunération du personnel	394			567 802 000	
13	2009	6211 Fournitures de bureau		808 000	202 000	2 308 393	1 500 393
13	2009	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers adminis		606 000		1 806 000	1 200 000

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
13	2009	6294		909 000	227 250	1 809 000	900 000
13	2009	6297					0
13	2009	Total service	394	2 323 000	429 250	573 725 393	571 402 393
13	2040	D.R.S .T Anjouan					
13	2040	6211		505 000	126 250	505 000	0
13	2040	6221		404 000		404 000	0
13	2040	6294		505 000		505 000	0
13	2040	Total service		1 414 000	126 250	1 414 000	0
13	2041	D.R.S .T Mohéli					
13	2041	6211		500 000	125 000	500 000	0
13	2041	6221		400 000		400 000	0
13	2041	6294		450 000	112 500	450 000	0
13	2041	Total service		1 350 000	237 500	1 350 000	0
13	2026	Direction Nationale de la Protection Civile(COSEP)					
13	2026	6171					0
13	2026	6211		2 000 000	1 000 000	2 000 000	0
13	2026	6217					0
13	2026	6221					0
13	2026	6233					0
13	2026	6251					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
13	2026	6252	Téléphone ,télex et télécopie				0
13	2026	6281	Frais de transport et mission à l'extérieur				0
13	2026	6282	Frais de transport et mission à l'intérieur				0
13	2026	6291	Fête et cérémonie officielle				0
13	2026	6293	Autres achats des biens et services civils	17 000 000	8 500 000	17 000 000	0
13	2026	6296	Frais de réception				0
13	2026	6297	Achat de nourriture				0
13	2026	6431	Bourse d'études				0
13	2026	6433	Aides et secours médicaux				0
13	2026	6911	imprévues				0
13	2026	2311	Réhabilitation du patrimoine				0
13	2026	2441	Matériel et outillage technique				0
13	2026	Total service		19 000 000	9 500 000	19 000 000	0
13	2102	Service Générale Immigration / Émigration					
13	2102	6211	Fournitures de bureau	800 000	200 000	800 000	0
13	2102	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers administratifs	600 000		600 000	0
13	2102	6294	Autres achats des biens et services pour la sécurité	600 000	150 000	600 000	0
13	2102	Total service		2 000 000	350 000	2 000 000	0
13	2202	Brigade Anti Drogue					
13	2202	6211	Fournitures de bureau	800 000	200 000		-800 000

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
13	2202	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adminis	600 000			-600 000
13	2202	Total service		1 400 000	200 000		-1 400 000
13	2037	Direction Générale de l'Interpol					
13	2037	6211	Fournitures de bureau	600 000	150 000	600 000	0
13	2037	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adminis	500 000		500 000	0
13	2037	Total service		1 100 000	150 000	1 100 000	0
13	2038	Générale du Crime Organisé					
13	2038	6211	Fournitures de bureau	700 000	175 000		-700 000
13	2038	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adminis	600 000			-600 000
13	2038	6294	Autres achats de biens et services pour la sécurité	900 000	225 000		-900 000
13	2038	Total service		2 200 000	400 000		-2 200 000
13	6003	Conseil de la presse et l'Audiovisuel(CNPA)					
13	6003						
13	6003	6293	Autres achats des biens et services civils	15 000 000	7 500 000	15 000 000	0
13	6003	Total service		15 000 000	7 500 000	15 000 000	0
13	6005	École Nationale de Police					
13	6005	6293	Autre achats des biens et services civils	35 166 121	8 791 530	35 166 121	0
13	6005	Total service		35 166 121	8 791 530	35 166 121	0
13	6007	Commission Électorale Nationale Indépendante					
13	6007	6111	Rémunération du personnel				

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
13	6007	6293				3 000 000	
13	6007	Total service				3 000 000	
13	5910	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES					
13	5910	2439				0	
13	5910	Total service				0	
13	TOTAL MINISTERE		413	1 313 411 676	420 199 559	1 099 889 704	-213 521 972
14	MINISTERE DE L'EMPLOIE DU TRAVAIL. EMPLOI FORM PROF ET ENTREPR FEM PORTE P. GVRT						
14	1319	Cabinet ind. Trav.					
14	1319	6111		57 949 549	28 563 033	27 421 200	-30 528 349
14	1319	6211		800 000	150 000	800 600	600
14	1319	6214					0
14	1319	6221		600 000	148 500	600 000	0
14	1319	6233				6 875 000	
14	1319	6251				330 000	
14	1319	6296		900 000	225 000	900 000	0
14	1319	2411					0
14	1319	Total service	8	60 249 549	29 086 533	36 926 800	-30 527 749
14	1411	secrétariat Général					
14	1411	6111				17 116 600	17116600
14	1411	6211					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015								
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart	
14	1411	6214	Fournitures Informatique				0	
14	1411	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers administratifs				0	
14	1411	6296	Frais de réception				0	
14	1411	Total service		3	0	0	17 116 600	17116600
14	2042	Direction G. de l'Entreprenariat Féminine						
14	2042	6111	Rémunération du personnel	1		1 792 000	1 792 000	
14	2042	6171	Frais de formation du personnel				0	
14	2042	6211	Fournitures de bureaux		600 000	601 400	1 400	
14	2042	6214	Fournitures informatiques				0	
14	2042	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adminis:		400 000	100 000	400 000	0
14	2042	6231	Missions de conseils et d assistances				0	
14	2042	6233	Conférences et séminaires				0	
14	2042	6251	Eau, électricité			480 000	480 000	
14	2042	6282	Frais de transport et mission à l'intérieur				0	
14	2042	6296	Frais de réception				0	
14	2042	2431	Voitures de services et de fonction				0	
14	2042	Total service		1 000 000	100 000	3 273 400	2 273 400	
14	1511	Direction G. du Travail						
14	1511	6111	Rémunération du personnel	11		16 659 200		
14	1511	6171	Frais de formation du personnel				0	

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
14	1511	6211	Fournitures de bureaux	564 000		562 600	-1 400
14	1511	6214	Fournitures informatiques	470 000		470 000	0
14	1511	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adminis	400 000		400 000	0
14	1511	6233	Conférences et séminaires				
14	1511	6281	Frais de transport et mission à l'extérieur				0
14	1511	6282	Frais de transport et mission à l'intérieur				0
14	1511	6291	Fête et cérémonie officielle				0
14	1511	2411	Mobilier et matériel de logement et de bureau				0
14	1511	Total service	11	1 434 000	0	18 091 800	-1 400
14	2032	Direction G. de l'emploi					
14	2032	6111	Rémunération du personnel				0
14	2032	6171	Frais de formation du personnel				0
14	2032	6211	Fournitures de bureaux	564 000		562 600	-1 400
14	2032	6214	Fournitures informatiques	470 000		470 000	0
14	2032	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers adminis	376 752		376 750	-2
14	2032	6233	Conférences et séminaires				0
14	2032	6281	Frais de transport et mission à l'extérieur				0
14	2032	6282	Frais de transport et mission à l'intérieur				0
14	2032	6291	Fête et cérémonie officielle				0
14	2032	2411	Mobilier et matériel de logement et de bureau				0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
14	2032	Total service		1 410 752	0	1 409 350	-1 402
14	2046	Direction de la formation profess					
14	2046	6111 Rémunération du personnel	4			5 530 800	5 530 800
14	2046	6171 Frais de formation du personnel					0
14	2046	6211 Fournitures de bureaux		564 000		564 000	0
14	2046	6214 Fournitures informatiques		470 000		470 000	0
14	2046	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs		376 000		376 000	0
14	2046	6233 Conférences et séminaires					0
14	2046	6281 Frais de transport et mission à l'étranger					0
14	2046	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0
14	2046	Total service	4	1 410 000	0	6 940 800	5 530 800
14	2055	Maison de l'Emploi					
14	2055	6111 Rémunération du personnel					0
14	2055	6171 Frais de formation du personnel					0
14	2055	6211 Fourniture de bureau					0
14	2055	6217 Carburant et Lubrifiant					0
14	2055	6221 Entretien et maintenances du matériel et mobiliers administratifs					0
14	2055	6233 Conférences et séminaires					0
14	2055	6252 Téléphone, télex et télécopie.					0
14	2055	6282 Frais de transport et mission à l'intérieur					0

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
14	2055	6296	Frais de réception		228 500		0
14	2055	6293	Autres achats des biens et services civils	16 975 000	3 400 000	16 975 000	0
14	2055	Total service		16 975 000	3 628 500	16 975 000	0
14	5911	AUTRES PROJETS INVESTISSEMENT NON CLASSES					
14	5911	2312	Construction des bâtiments adm.à usage de bureau			0	-
14	5911	Total service				0	0
14	TOTAL MINISTERE			82 479 301	32 815 033	100 733 750	18 254 449
15	VICE PRESIDENCE MAYOTTE						0
15	1320	Cabinet de la Vice Présidence					0
15	1320	6111	Rémunération du personnel				0
15	1320	6211	Fournitures de bureau				0
15	1320	6221	Entretiens et maintenances du matériel et mobiliers administratifs				0
15	1320	6282	Frais de Transports et Missions à l'intérieur				0
15	1320	6296	Frais de réception				0
15	1320	Total service					0
15	TOTAL MINISTERE						
31	FINANCES ET BUDGET - DEPENSES COMMUNES						
31	9998	CHARGES COMMUNES					
31	9998	6111	Rémunération du personnel	389 472 628	41 362 399	365 020 296	-24 452 332

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
31	9998	6171	Frais de formation du personnel	30 132 000	1 321 650	30 132 000	0
31	9998	6199	Autres salaires non ventilé			154 399 024	
31	9998	6217	Carburant et Lubrifiant	554 020 600	277 493 200	549 820 600	-4 200 000
31	9998	6235	Frais de gardiennage	220 000 000	91 618 300	220 000 000	0
31	9998	6251	Eau, électricité	539 900 000		539 900 000	0
31	9998	6252	Téléphone ,télex et télécopie	60 000 000		60 000 000	0
31	9998	6261	Location de logement	229 600 000	93 330 000	358 600 000	129 000 000
31	9998	6281	Frais de Transports et Missions à l'extérieur	740 000 000	307 934 500	710 000 000	-30 000 000
31	9998	6282	Frais de Transports et Missions à l'intérieurs	109 903 448	37 055 750	109 903 448	0
31	9998	6291	Fêtes et cérémonie officielles	53 140 674	4 500 000	153 140 674	100 000 000
31	9998	6293	Autres achats des biens et services civils	40 000 000	13 123 008	30 000 000	-10 000 000
31	9998	6295	Achats des timbres et documents administratifs	200 377 468		200 337 468	-40 000
31	9998	6296	Frais de réception	76 000 000	10 706 890	76 000 000	0
31	9998	6311	Subventions aux établissements publics lies au fonctionn	386 044 870	161 291 200	390 044 870	4 000 000
31	9998	6433	Aides et secours médicaux	91 505 713	25 008 591	91 505 713	0
31	9998	Total service		3 720 097 401	1 064 745 488	4 038 804 093	318 706 692
31	9999	<i>imprévues</i>					
31	9999	6911	Imprévues	839 066 527	254 489 466	766 346 752	-72 719 775
31	9999	Total service		839 066 527	254 489 466	766 346 752	-72 719 775
31	9997	PRESTATIONS DES SERVICES"					

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015

Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
31	9997	6239	Autres prestations de services	500 000 000	146 067 760	500 000 000	0
31	9997	Total service		500 000 000	146 067 760	500 000 000	0
31	9996	DETTE ET CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES					
31	9996	1763	Autres emprunts intérieurs auprès des organismes	155 220 170	54 910 999		-155 220 170
31	9996	1711	Amortissements des emprunts sur la dette multilatérale	60 054 506	37 748 492	334 772 376	274 717 870
31	9996	1712	Amortissements des emprunts sur la dette bilatérale	193 594 558	84 345 219	193 262 508	-332 050
31	9996	1761	Amortissements des emprunts auprès de la BCC	0			0
31	9996	1762	Amortissements des emprunts auprès de la BC	344 779 830			-344 779 830
31	9996	6452	Contributions aux organismes internationaux	407 000 000	128 301 005	320 000 000	-87 000 000
31	9996	6511	Intérêts et frais financiers dettes multilatérales	21 510 426	3 146 422	21 326 206	-184 220
31	9996	6512	Intérêts des emprunts sur la dette bilatérale	145 104 002	82 033 143	166 160 596	21 056 594
31	9996	6572	Intérêts et frais financiers sur conventions a paiements différés	95 000 000		95 000 000	0
31	9996	Total service		1 422 263 492	390 485 280	1 130 521 686	-291 741 806
31	TOTAL MINISTERE			6 481 427 420	1 855 787 994	6 435 672 531	-45 754 889
31	INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES INTERNES						
31	5501	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER					
31	5501	2201	Entretien des routes	762 905 797	27 156 500	373 823 841	-389 081 956
31	5501	Total service		762 905 797	27 156 500	373 823 841	-389 081 956
31	5502	ENTRETIEN DES BATIMENTS ET LOGEMENTS ADMINISTRATIFS					
31	5502	2311	Acquisitions, constructions et réparations des immeubles	302 368 204	122 199 083	148 160 420	-154 207 784

LOI DE FINANCES N°14 - /AU

LoF 2015 ANNEXE II

EXERCICE BUDGETAIRE 2015							
Service	Nature	Désignation	EFFECTIF	LdFR 2014	Exécution au 30 Juin	LdFi 2015	Écart
31	5502	Total service		302 368 204	122 199 083	148 160 420	-154 207 784
31	5503	Transferts en capital aux ménages					
31	5503	2761	transfert en capital aux ménages pour le projet habitat,	540 274 840	6 500 000	20 000 000	-520 274 840
31	5503	2762	transfert en capital pour la gestion de la réduction des risques catastrophiques naturels			1 488 812 169	
31	5503	Total service		540 274 840	6 500 000	1 508 812 169	968 537 329
31	5601	EQUIPEMENT DES ADMINISTRATIONS					
31	5601	2411	Mobilier et matériel de bureau	440 000 000	6 500 000	20 000 000	-420 000 000
31	5601	2412	Mobilier et matériel de logement	34 355 760	650 000	30 000 000	-4 355 760
31	5601	2431	Voitures de services et de fonction	85 648 000	22 924 855	85 648 000	0
31	5601	Total service		560 003 760	30 074 855	135 648 000	-424 355 760
31	5900	PROJETS NON CLASSES					
31	5900	2311	Acquisitions, constructions et réparations des immeubles	636 094 039	268 021 835	211 686 079	-424 407 960
31	5900		Exonération				
31	5900	Total service		636 094 039	268 021 835	211 686 079	-424 407 960
31	TOTAL MINISTERE			2 801 646 640	453 952 273	2 378 130 509	-423 516 131
	TOTAL MINISTERE			9 283 074 060	2 309 740 267	8 813 803 040	-469 271 020
	TOTAL GENERAL			23 670 785 793	8 586 622 154	23 800 771 589	129 985 796

OUTIL DE GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT

LoF 2015 ANNEXE III

Direction Générale du Budget

PRESENTATION D'UN PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL DE L'ETAT POUR 2015

Unité : million de KMF

Libellé	Janvier	Février	Mars	T1	Avril	Mai	Juin	T2	juillet	Août	Septembre	T3	Oct.	Nov.	Déc.	T4	TG
	Prév	Prév	Prév	Total	Prév	Prév	Prév	Total	Prév	Prév	Prév	Total	Prév	Prév	Prév	Total	
I- Balance d'entrée																	
II- Recettes Fiscales	2 455	2 885	3 738	9 078	2 917	2 917	3 700	9 535	3 071	3 511	2 461	9 043	2 385	2 441	3 876	8 702	36 359
1) Direction Générale des Impôts	1 270	1 133	1 974	4 377	1 165	1 165	1 869	4 200	1 270	1 837	1 133	4 240	1 078	1 133	2 249	4 461	17 278
2) Direction Générale des Douanes	1 185	1 752	1 764	4 701	1 752	1 752	1 830	5 334	1 801	1 674	1 328	4 803	1 307	1 307	1 627	4 242	19 081
III- Recettes non Fiscales	778	778	778	2 334	778	778	778	2 334	778	778	778	2 334	778	778	778	2 334	9 337
1) Recette non fiscale (Base Budget)	244	244	244	731	244	244	244	731	244	244	244	731	244	244	244	731	2 923
2) Recettes Exceptionnelles	132	132	132	395	132	132	132	395	132	132	132	395	132	132	132	395	1 578
3) Recette non fiscale (opération de trésorerie)	403	403	403	1 209	403	403	403	1 209	403	403	403	1 209	403	403	403	1 209	4 836
IV- Recette en provenance de l'extérieur																	
1- Dépenses obligatoires	1 871	1 871	1 967	5 709	1 870	1 870	2 123	5 863	1 871	3 992	1 967	5 709	1 965	9 700	9 450	21 115	23 238
1-1 Personnel, dont:	1 869	1 869	1 869	5 607	1 869	1 869	1 869	5 607	1 869	1 869	1 869	5 607	1 869	1 869	1 869	5 607	22 427
– Salaires et indemnités							0			0			0	0	0	0	0
– Pensions							0			0			0	0	0	0	0
1-2 Service de la dette Intérieure																	0
1-3 Service de la dette extérieure	2	2	98	103	1	1	254	256	2	2	98	103	96	1	253	349	811
dont:							0			0			0	0	0	0	0
– Intérêts	2	1	67	70	1	0	24	25	2	1	67	70	96	0	22	118	282
– Capital		2	31	33	0	1	230	231	0	2	31	33	0	1	230	231	528
2- Dépenses prioritaires	713	186	171	1 070	624	275	161	1 060	634	204	153	990	685	178	143	915	4 035
2-1 Dépenses de la lutte contre la pauvreté	158	98	98	354	98	158	98	354	98	158	98	354	158	98	98	354	1 416
2-2 Consommations courantes (eau, électricité, téléphone)	55	45	55	155	45	55	45	145	55	45	55	155	45	55	45	55	511
2-3 Autres dépenses prioritaires	499	44	18	561	481	62	18	561	481			481	481	25		506	2 109
3- Autres dépenses courantes	586	586	586	1 759	586	586	586	1 759	586	586	586	1 759	586	586	433	1 606	6 882
3-1 Matériel	9	9	9	28	9	9	9	28	9	9	9	28	9	9	9	28	111
3-2 Services	151	151	151	454	151	151	151	454	151	151	151	454	151	151	151	454	1 815
3-3 Transferts et subventions	273	273	273	819	273	273	273	819	273	273	273	819	273	273	273	819	3 274
3-4 Autres, y compris missions	153	153	153	459	153	153	153	459	153	153	153	459	153	153		306	1 681
4- Dépenses d'investissements	574	574	574	1 723	574	574	574	1 723	574	574	574	1 723	574	574	68	1 217	6 384
4-1 contrepartie	68	68	68	205	68	68	68	205	68	68	68	205	68	68	68	205	818
4-2 Investissement sur recettes propres	506	506	506	1 518	506	506	506	1 518	506	506	506	1 518	506	506	506	1 012	5 566
TOTAL	3 744	3 218	3 298	10 260	3 654	3 305	3 444	10 403	3 665	5 356	3 280	10 181	3 810	11 038	10 094	24 852	40 538

Programme d'Investissements Publics (2015-2017)

Codification des Financements

État du Financement (EF)

1. Financement en négociation
2. Financement acquis
3. Financement à rechercher.

Nature du Financement (NF)

0. Subvention
1. Prêt privilégié
2. Prêt favorable
3. Prêt à conditions moyennes
4. Prêt à conditions commerciales
5. Prêt à conditions lourdes et fluctuantes
6. Financement extérieur privé
7. Financement intérieur public (État)
8. Financement intérieur parapublic
9. Financement intérieur privé
10. Don

Nature de l'engagement

0. Financement extérieur
1. Inscription budgétaire non contractuelle (État finance seul)
2. Contrepartie à un financement extérieur
3. Autre dépense contractuelle (ex. Lettre de mission).

Bénéficiaire (Bén.)

1. Assemblée de l'Union
2. Cour Suprême
3. Cour Constitutionnelle
4. Présidence de l'Union
5. Santé, Solidarité, Cohésion sociale et promotion du Genre
6. Garde des Sceaux, Justice, Fonction publique, Réforme administrative, Droits de l'Homme, Affaires Islamiques
7. Relation extérieures et Coopération, charge de la Diaspora, de la Francophonie et du Monde Arabe
9. Finances, Économie, Budget et Investissements, Commerce extérieur, Privatisation
11. Poste et Télécommunications, Promotion des nouvelles Technologies de l'Information, charge des Transports et du Tourisme
12. Production, Environnement, Énergie, Industrie et Artisanat
13. Éducation Nationale, Recherche, Culture et Arts
17. Intérieur, Information, Décentralisation, charge des Relations avec les institutions
19. Emploi, Travail, Formation professionnelle et entrepreneuriat Féminin

Code Projet	Code DAD	Baillleur	EF	NF	NE	Bé n.	Libellé	Coût Total	Avant 2015	Prog 2015	Prog 2016	Prog 2017	Total 2015-2017	Total restant
	COM/000038	AFD	2	10	2	9	Améliorer l'Accès aux produits et services financiers avec les Sanduk d'Anjouan	492 000 000,00						
	COM/000040	AFD	2	10	0	17	Projet d'approvisionnement en eau potable de la région de Djandro sur l'île de Mohéli (AEP Djandro)	20 664 000 000,00	1 180 800 000,00	6 494 400 000,00	6 494 400 000,00	6 494 400 000,00		
	COM/000041	AFD	2	10	0	17	Projet d'Appui à la Gestion du Service Public de l'Eau dans la zone pilote de l'île de la Grande Comores (GECEAU)	2 706 000 000,00	440 176 164,00	755 274 612,00	755 274 612,00	755 274 612,00		
	COM/000044	AFD	2	10	2	9	Projet d'appui à la relance des activités de la Banque de Développement des Comores	1 082 400 000,00						
	COM/000046	AFD	2	10	0	5	Projet d'Appui au Secteur Santé aux Comores (PASCO2)	3 936 000 000,00	0,00	718 074 000,00	1 342 176 000,00	1 153 002 000,00		
		AFD	2	10	0	12	Projet d'approvisionnement en eau potable de l'agglomération de Domoni sur l'île d'Anjouan	2 816 208 000,00	98 400 000,00	905 936 000,00	905 936 000,00	905 936 000,00		
		AFD	2	10	0	12	Projet d'Appui au développement du Parc Marin de Mohéli	1 476 000 000,00	0,00	246 000 000,00	246 000 000,00	984 000 000,00		
		Fonds Mondial	2	10	0	5	CCM	2 397 223 000,00	2 301 843 000,00	2 301 843 000,00				
		BM	2	10	0	13	GPE	3 703 800 000,00		159 390 000,00				
	COM/000057	JICA	2	10	0	12	Projet de Renforcement de Capacité de l'École Nationale de Pêche	906 551 245,86	3 387 922,00					
	COM/000077	JICA	2	10	0		Planification Familiale							
	COM/000055	Ambassade de France	2	10	0	4	Programme Franco Comorien de Codéveloppement	984 000 000,00	104 795 785,02	235 200 000,00				
	COM/000080	Ambassade de France	2	10	0	13	Appui au français	356 224 864,21	338 925,00					
	COM/000090	Ambassade de France	2	10	0	9	Projet d'Appui au Renforcement des Administrations Financières	666 667,00	282 822,00					
	COM/000092	Ambassade de France	2	10	0	4	Fonds Social de Développement 2013	145 398 048,42	533 333,00					
	COM/000037	IDA	2	10	0	12	Projet d'Urgence en Réponses aux Crises PURC	5 310 000,00	4 429 546,00					
	nouveau	IDA	3				Projet d'appui à la protection sociale	2 220 000 000,00		370 000 000,00				
	COM/000086	IDA	2	10	0	12	Gestion des Ressources Côtières pour une Subsistance Durable	1 009 878 000,00	107 625 973,00	902 252 027,00				
	COM/000089	IDA	2	10	0	9	Projet relatif aux Comores, de la Quatrième Phase du Programme de l'Infrastructure Régionale des Communications (RCIP4)	8 140 000 000,00		2 775 000 000,00	2 220 000 000,00	1 480 000 000,00		
	COM/000112	IDA	2	10	0	9	Financement additionnel pour le Projet d'assistance technique à l'appui de la gouvernance économique (ABGE 2)	3 800 000,00		129 500 000,00				

Code Projet	Code DAD	Baillleur	EF	NF	NE	Bé n.	Libellé	Coût Total	Avant 2015	Prog 2015	Prog 2016	Prog 2017	Total 2015-2017	Total restant
	COM/000113	IDA	2	10	0	12	Projet de Redressement du Secteur de l'Électricité	5 000 000,00	527 778,00					
		IDA					Projet d'appui à la statistique	123 615 000,00		61 807 500,00	61 807 500,00			
		IDA					projet SWOFISH	4 810 000 000,00		370 000 000,00				
	COM/000030	BAD	2	10	0	9	Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles II	2 775 000 000,00		925 000 000,00	925 000 000,00	925 000 000,00		
	COM/000031	BAD	2	10	0	12	Projet d'Alimentation en Eau Portable et Assainissement(PAEPAA)	5 293 507 365,00	3 432 466,00	367 468 332,00				
		BAD					PASEC BAD	6 840 000 000,00		1 140 000 000,00	3 420 000 000,00	2 280 000 000,00		
		BID					Augmentation des capacités de stockage des hydrocarbures et sécurisation des importations	1 764 000 000,00		352 800 000,00	352 800 000,00	352 800 000,00		
		Comité Arabe					Construction de d'un amphithéâtre à l'UDC	540 000 000,00		540 000 000,00				
		Chine					Construction et équipement du stade olympique National et son gymnase	6 200 000 000,00		1 550 000 000,00	1 550 000 000,00	1 550 000 000,00		
	COM/000020	UNFPA	2	10	0	5	Santé de la reproduction	5 217 877,00	4 321 782,00	270 000 000,00				
	COM/000021	UNFPA	2	10	0	4	Population et développement	1 577 018,00	1 231 250,00	54 000 000,00				
	COM/000022	UNFPA	2	10	0	5	Programme Genre	3 386 225,00	794 083,00	28 800 000,00				
	COM/000023	UNICEF	2	10	0	5	Survie et développement de l'enfant	4 485 000,00	4 393 540,00	478 440 000,00	478 440 000,00	478 440 000,00		478,44
	COM/000024	UNICEF	2	10	0	13	Programme Éducation de base	20 000 000,00	7 683 763,00	686 160 000,00	686 160 000,00	686 160 000,00		686,16
	COM/000025	UNICEF	2	10	0	4	Politique Sociale, plaidoyer et communication	3 000 000,00	2 282 223,00	37 800 000,00	37 800 000,00			
		OMS	2	10	0	5	Maladies tropicales négligées	54 000 000 000,00		10 800 000,00	10 800 000,00	10 800 000,00		
	COM/000008	OMS	2	10	0	5	Systèmes de Santé	314 100 000,00		62 820 000,00	62 820 000,00	62 820 000,00		
	COM/000009	OMS	2	10	0	5	Maladies non transmissibles	77 760 000,00		15 552 000,00	15 552 000,00	15 552 000,00		
	COM/000010	OMS	2	10	0		Promotion de la santé	498 600 000,00		99 720 000,00	99,72	99,72		
	COM/000011	OMS	2	10	0	5	Maladies transmissibles	19 080 000,00		3 816 000,00	3 816 000,00	3 816 000,00		
	COM/000012	OMS	2	10	0	5	VIH/SIDA, Tuberculose et paludisme	16 201 422,00		3 240 284,40	3 240 284,40	3 240 284,40		
		OMS	2	10	0	17	Gouvernance	645 300 000,00		129 060 000,00	129 060 000,00	129 060 000,00		
	COM/000002	PNUD	2	10	0	9	Programme d'Appui à la Finance Inclusive aux Comores (PAFIC)	2 165 110,00	636 051,00					
	COM/000003	PNUD	2	10	0	12	Projet de Renforcement des Capacités Nationales en matière de Gestion de Développement	1 496 000,00	510 228,00					
	COM/000004	PNUD	2	10	0	9	Projet d'assistance pour la mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé(CIR1)	1 449 256,00	1 115 821,00					
	COM/000005	PNUD	2	10	0	12	Renforcement des Capacités en Gestion des ressources en Eau pour une adaptation aux Changements climatiques (ACCE)	3 940 000,00	1 287 780,00					
	COM/000118	PNUD	2	10	0	12	Stratégie de renforcement du système SPS aux Comores	1 100 000,00	251 972,00					
	COM/000051	UE	2	10	0		PADDST1-Programme d'appui au Développement Durable du Secteur des Transports	7 872 000 000,00						
	COM/000052	UE	2	10	0		AFTP -Appui à la Formation Technique et Professionnelle	8 672 391,00	836 002,89	37 800 000,00	37 800 000,00			
	COM/000053	UE	2	10	0		CAON3- Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National III	1 033 200 000,00	2 084 133,26	308 562 736,00				
	COM/000068	UE	2	10	0		AMCC- Appui à l'Union des Comores pour le renforcement de la résilience au Changement Climatique	1 476 000 000,00		738 000 000,00	738 000 000,00			
	COM/000078	UE	2	10	0		PADDST2- Programme d'Appui au Développement Durable du Secteur des Transports - Phase II	5 116 800 000,00		1 279 200 000,00	1 279 200 000,00	1 279 200 000,00		
	COM/000081	UE	2	10	0		PREPEEC- Projet de Renforcement du Pilotage et de l'Encadrement de l'Éducation aux Comores	103 358 254,49	313 845,00	500 000 000,00	1 000 000 000,00	750 000 000,00		
	COM/000094	UE	2	10	0	12	MAMWE- Mise en place de 6 micro-réseaux photovoltaïques à Mohéli	1 123 236 000,00	141 347,00	224 647 200,00	22 467 200,00	22 467 200,00		
	COM/000111	UE	2	10	0		FCT2-Facilité de Coopération Technique II	254 416 625,00		254 416 625,00				
			3				Aménagement des routes rurales (3 îles)	4 500 000 000,00		900 000 000,00	900 000 000,00	900 000 000,00		
			3				Réhabilitation des routes régionales (3 îles)	5 200 000 000,00		1 040 000 000,00	1 040 000 000,00	1 040 000 000,00		
			3				Renforcement de la sécurité routière	2 000 000 000,00		400 000 000,00	400 000 000,00	400 000 000,00		
			3				Programme national de recherche sur les matériaux de construction locaux	3 108 000 000,00		777 000 000,00	777 000 000,00	777 000 000,00		
			3				Construction d'une ambassade à Addis	260 500 000,00		260 500 000,00				
			3				Développement des énergies renouvelables (explorations et forages du potentiel géothermique)	1 620 000 000,00		324 000 000,00	324 000 000,00	324 000 000,00		
Comores - PIP 2015-2017			0	2			Construction de la centrale au fuel lourd	14 976 000 000,00		7 488 000 000,00	7 488 000 000,00			

Code Projet	Code DAD	Bailleur	EF	NF	NE	Bé n.	Libellé	Coût Total	Avant 2015	Prog 2015	Prog 2016	Prog 2017	Total 2015-2017	Total restant
							Augmentation des capacités de stockage des hydrocarbures et sécurisation des importations	1 764 000 000,00		352 800 000,00	352 800 000,00	352 800 000,00		
							Construction et équipement du siège de l'ANRTIC	200 000 000,00		100 000 000,00	100 000 000,00			
							Renforcement des capacités de la CENI	460 000 000,00		120 000 000,00	120 000 000,00	50 000 000,00		

TOTAL GENERAL		38 285 080 316,40
TOTALE ACQUISE	2	29 626 172 816,40
TOTAL A RECHERCHER	3	8 658 907 500,00

UNION DES COMORES
Unité-Solidarité-Développement

VICE PRESIDENCE,
MINISERE DES FINANCES, DU BUDGET,
DE L'INVESTISSEMENT ET DU
COMMERCE EXTERIEUR, CHARGEE DES
PRIVATISATIONS

DIRECTION NATIOALE DE LA DETTE

LE DIRECTEUR

N0 14 33/VP-MFEBIP/DETTE

Moroni, le 21 septembre 2014

SOIT TRANSMIS

A

Monsieur le Directeur General du Budget

Moroni

Objet: Transmission des statistiques de la dette publique de l'exercice 2015, portant un montant de 715.521.684 FC, susceptible d'une éventuelle modification.

Observation: <<Pour la Loi des Finances>>.



24 SEP 2014

1192

Prêt/Créancier	2015		2016		2017		2018		2019	
	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt
Bilatéral										
MCE	Banque de Maurice									
Contrat de Credit	24 571 700	0	24 571 700	0	24 571 700	0	24 571 700	0	24 571 700	0
FKWT	Fd Kwetien devlpt eco arabe									
REECHELONNEMENT du Fonds Koweï	0	49 276 268	0	49 276 268	0	49 276 268	0	49 276 268	0	49 276 268
FSD	Fond Saoudien de Developpement									
reechelonnement PRA FS 2007	0	71 013 756	0	71 013 756	0	71 013 756	0	71 013 756	0	71 013 756
COFA	Compagni Fgaise d'Assurance Commerce Ext									
Reechelonnement CO.FA.CE	168 690 808	45 870 572	168 690 808	40 064 786	168 690 808	34 031 958	168 690 808	28 112 652	168 690 808	22 193 345
Multilatéral										
IDA	Association International developpement									
FONDS SOCIAL	1 588 739	522 509	1 588 739	519 679	1 588 739	514 004	3 177 901	508 679	3 177 901	500 173
PO52887-Projet de Santé	3 565 897	1 161 283	3 565 897	1 151 923	3 565 897	1 142 562	5 348 847	1 133 202	7 131 797	1 116 821
FADC III (PO84315-SERVICE SUPPOR	37 799 740	14 100 485	37 799 740	14 001 260	37 799 740	13 902 036	37 799 740	13 802 812	37 799 740	13 703 587
OPEP	Fond opcc pour le Dvlpmt Inter									
PROJET ROUTIER	0	740 518	5 920 000	733 118	5 920 000	703 518	5 920 000	673 918	5 920 000	644 318
Soutien à la balance de paiement	0	1 011 686	4 044 100	1 011 686	8 088 200	981 356	8 088 200	940 915	8 088 200	900 474
SOUTIEN BALANCE PAIEMENT	0	185 000	0	185 000	1 480 000	183 150	1 480 000	175 750	1 480 000	168 350
Soutien Balance de Paiement	0	485 625	0	485 625	3 885 000	480 769	3 885 000	461 344	3 885 000	441 919
Soutien a la balance de paiement	0	273 800	0	273 800	2 190 400	271 062	2 190 400	260 110	2 190 400	249 158
Extension port de Mulsamudu	0	2 845 300	0	2 845 300	22 762 400	2 816 847	22 762 400	2 703 035	22 762 400	2 589 223
BID	Banque Islamique de Developpement									
Reechelonnement BID 2013	36 000 000	0	36 000 000	0	36 000 000	0	48 000 000	0	60 000 000	0
BDEA	Banque Arabe Dvlpmt Eco en Afrique									
Reechelonnement 2013	255 818 000	0	255 818 000	0	255 818 000	0	255 818 000	0	255 818 000	0
Total	528 034 883	187 486 801	537 998 983	181 562 201	572 360 883	175 317 285	587 732 996	169 062 439	601 515 946	162 797 391

La sélection de prêts par l'utilisateur pour ce rapport est:

'Extérieure/Intérieure' = 'Titres de la dette extérieure'

Notes [1] Les données affichées sont à la fin de l'exercice à partir de 01/09/2014 pour la date d'arrêt des comptes
Seuls les prêts extérieurs sont compris dans le rapport.
La dette à court terme, les prêts groupés et les papiers commerciaux sont automatiquement exclus du rapport.



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité-Développement

**VICE PRESIDENCE CHARGÉE DU MINISTÈRE
DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET,
DE L'INVESTISSEMENT ET DU COMMERCE
EXTERIEUR CHARGÉ DES PRIVATISATIONS**

COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE

**DOCUMENT DE STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC
POUR L'ANNEE 2015**



Septembre 2014

INTRODUCTION

L'assurance d'une gestion saine et rigoureuse des finances publiques en Union des Comores, comme dans les autres pays de la zone franc, a conduit à la signature du décret N° 08-017/PR du 04 mars 2008 portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique. Ce décret vise entre autres à mettre en place une politique d'endettement fixant les orientations globales en matière d'emprunts publics et de gestion de la dette afin d'en assurer la viabilité.

Le texte cité ci-dessus fait obligation au pays de mettre en place chaque année une stratégie annuelle d'analyse et de gestion des coûts et risques de la dette publique. C'est dans ce souci que la présente stratégie est élaborée au titre de l'année 2015.

Cette stratégie contribue à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt, étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources propres pour atteindre les objectifs de développement. En effet, l'endettement doit s'inscrire dans une politique compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long terme permettant d'assurer une croissance économique soutenue et partant le règlement du service de la dette. A ce titre, la définition d'une stratégie annuelle d'endettement s'impose. Elle fait partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette.

Le présent document, élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'endettement de l'Union des Comores, répond au souci de disposer notamment pour le Comité National de la Dette Publique, d'un référentiel pour une gestion efficiente de l'endettement public. Elle s'articule autour des trois principaux points ci-après:

I-SITUATION ACTUELLE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE

- ✓ Encours de la dette extérieure
- ✓ Composition du portefeuille de la dette par devises
- ✓ Composition de la dette extérieure par type d'intérêt
- ✓ Service de la dette en 2014
- ✓ Prévisions du service de la dette extérieure de 2015 à 2017

II-COUTS ET RISQUES LIES A LA STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE

- ✓ Risque de refinancement
- ✓ Risque de taux d'intérêt
- ✓ Risque de taux de change

III- STRATEGIE D'ENDETTEMENT POUR L'ANNEE 2015

- La justification de l'emprunt
- Les sources de financement
- Les perspectives de viabilité de la dette publique à moyen et long terme

IV- CONCLUSION

I- SITUATION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE ACTUELLE

A. Encours de la dette extérieure

La dette extérieure de l'Union des Comores a considérablement diminué au cours de l'année 2013. Elle est passée de 95.0 milliards de FC en 2009 à 41,012 milliards de FC en décembre 2013. La valeur actualisée de la dette extérieure par rapport aux exportations est passé pour la même période de 343% à 76%, grâce à l'allègement de la dette obtenu en 2012 au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPT) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Tableau 1 : évolution du stock de la dette extérieure de 2009-2014 en millions de francs comoriens

Catégorie de Créanciers	Stock 2009	Stock 2010	Stock 2011	Stock 2012	Stock 2013	Stock Fin septembre 2014
Multilatéraux	73 372	72 334	70 569	68 548	20 952	21 688
FAD	11 801	11 389	10 977	10 114	0	
IDA	41 152	40 421	39 306	38 614	3 071	5 554
BID	3 203	3 124	3 063	3 219	3 773	3 254
FIDA	2 739	2 577	2 477	2 409	1 250	1 250
BADEA	9 314	9 676	9 609	9 535	11 630	11 630
OPEP	1 200	1 200	1 200	1 011	1 228	
BEI	499	482	473	180	0	
FMI	3 465	3 465	3 465	3 465	0	
Bilatéraux	21 637	21 182	21 045	21 882	19 714	18 591,1
Club de Paris	8 080	7 659	7 556	3 706	4750	1 350
Hors Club de Paris	13 557	13 523	13 489	18 176	14964	17 241,1
FSAOUD	3 113	3 113	3 113	4 957	10 037,00	10 069
ADHABI	427	427	427	0	0,00	
KOWEIT	8 952	8 952	8 952	8 952	5 547,00	5 571
MAURICE	303	269	235	329	156	159,4
Autres Créanciers	762	762	762	3 938	344	1 441
Total	95 009	93 516	91 614	90 430	41 012	40 279,1

Source : CSDRMS/DDP

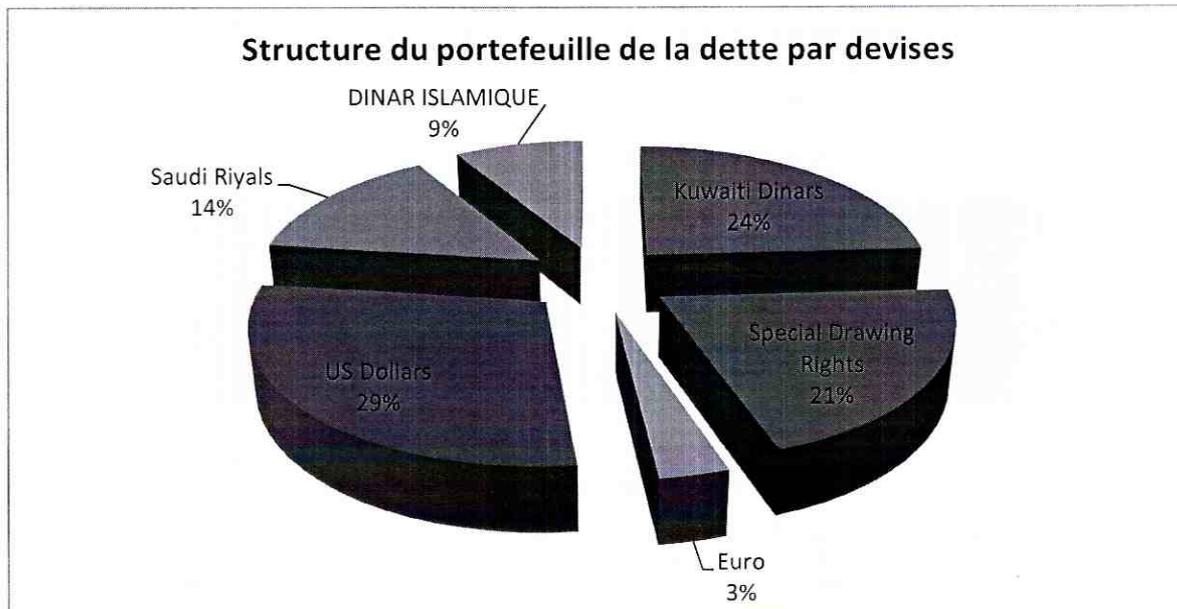
B. Composition du portefeuille de la dette par devises

Le portefeuille de la dette extérieure est essentiellement libellé en devises fluctuantes. En 2014, il se compose, essentiellement de DTS (30%), de l'USD (29%), d'EURO (3%), SAR (14%), DKW (24%). Cette composition du portefeuille présente un risque élevé du taux de change du fait que les montants du stock et du service de la dette exprimés en monnaie nationale augmentent lorsque celle-ci se déprécie



par rapport aux devises. Ce risque peut se diminuer si les prochains emprunts et en particulier la devise de remboursement est en Euro du fait de sa parité fixe avec le FC.

Graphique1 : décomposition de la dette extérieure par devise.

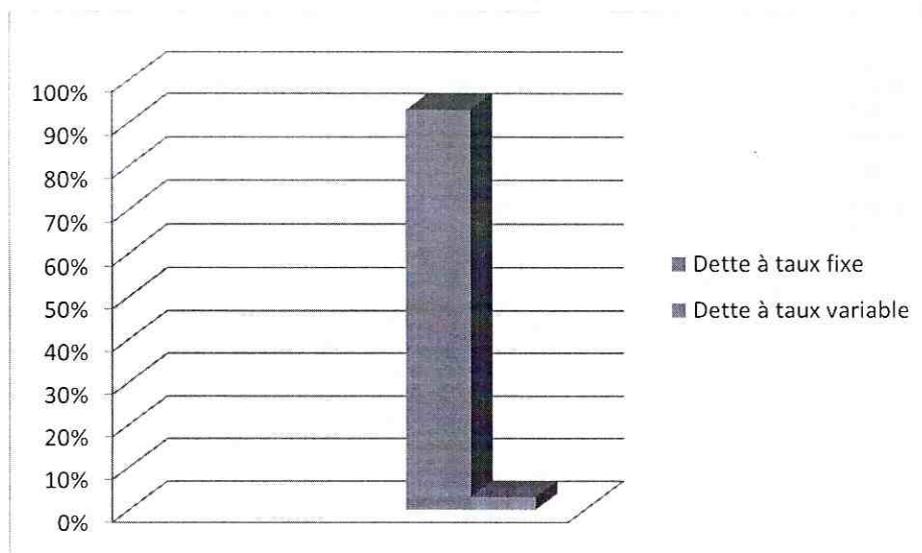


Source : DDP/CSDRMS

C. Composition de la dette extérieure par type d'intérêt

La part des prêts à taux fixe du portefeuille de la dette représente 97% du total. Les 3% restants représentent la part des prêts à taux variable (c.à.d. COFACE). Les risques associés aux taux d'intérêt sont ainsi minimes.

Graphique2 : Composition de la dette extérieure par type d'intérêt



Source : DDP/CSDRMS

D. Prévisions du service de la dette extérieure de 2015 à 2017

Le service de la dette extérieure pour les années 2015 – 17 est en moyenne estimé à 1,744 milliards de FC. Il peut toutefois connaître de légères modifications compte tenu de la variation des taux de change. Il se décompose de la manière suivante:

Tableau3 : Service prévisionnel de la dette 2015-2017

TYPE CREANCIERS	2015			2016			2017		
	PRINC	INT	TOTAL	PRINC	INT	TOTAL	PRINC	INT	TOTAL
Bilatéraux Club Paris	168,69	45,87	214,56	168,69	40,14	208,83	168,69	34,03	202,72
Bilatéraux Non Club de Paris	24,57	120,29	144,86	25,07	118,87	143,94	25,07	118,87	143,94
Commerciaux									
Multilatéraux	334,53	21,32	355,86	344,73	21,20	365,94	379,09	21,0	400,09
TOTAL	527,79	187,48	715,27	538,49	180,21	718,7	572,85	173,9	746,75

Source : DND/CSDRMS

II-COUTS ET RISQUES LIES A LA STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE

La stratégie actuelle de l'Union des Comores consiste à donner la priorité aux ressources concessionnelles apportées par les créanciers multilatéraux et bilatéraux. Les avances statutaires de la banque centrale sont utilisées en dernier recours pour combler l'écart entre l'emprunt externe et les besoins de financement.

Tableau 5 : indicateurs de coûts et risques

Le taux d'intérêt moyen de la dette extérieure est de 0,6%. Cette situation est favorisée par le fait que la dette concessionnelle est majoritaire dans le portefeuille de la dette extérieure.

INDICATEURS DE COUTS ET RISQUE POUR PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE A FIN 2013			
Indicateurs de coûts et risque		Dettes extérieure	Dettes totale
Dettes nominale (millions de USD)		100,2	100,2
Dettes nominale (% du PIB)		14,7	14,7
Valeur actualisée nette (% du PIB)		10	10
Coût de la dette	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	0,6	0,6



D. Le Service de la dette en 2014

A la fin de l'année 2014, le service total de dette publique extérieure dû s'élèverait à 766,59 millions de FC, répartie en 613,74 millions de FC en principal et de 256,73 millions de FC en intérêts.

Tableau2 : Service de la dette extérieure dû en 2014, Millions de Franc Comorien

Créanciers	Service dû 2014 (millions KMF)		Service payé 2014 (millions KMF) fin septembre	
	Principal	Intérêts	Principal	Intérêts
Multilatéraux	75,73	16,30	18,87	7,11
IDA	42,55	10,91	2,16	7,11
BID	33,18	0	16,71	
FIDA	0	0		
BADEA	0	0		
OPEC FUND		5,39		
Bilatéraux	192,6	137,2	84,34	26,11
Club de Paris	168,7	24,0	84,34	26,11
France (COFACE)	168,7	24,0	84,34	26,11
Hors Club de Paris	23,9	113,1	0	0
Fonds Koweitien		48,2		
Fonds Saoudien		64,9		
Maurice	23,9			
Banque commerciale	344,8		34,0	
Cotecna	344,8		34,0	
Total général	613,11	153,48	137,21	33,22

Source : DND/CDRMS

Pour le risque de refinancement, le temps moyen (ATM) pour renouveler la dette extérieure est de 19,6 années (voir tableau ci-dessous).

S'agissant de l'exposition du portefeuille aux fluctuations de taux d'intérêt, le temps moyen jusqu'à la refixation (ATR), c'est-à-dire la moyenne pondérée du temps jusqu'à l'application d'un nouveau taux d'intérêt, est 19,4 ans pour la dette extérieure. Il faut noter que la partie de la dette extérieure à refinancer dans un an est 1,6% tandis que la partie de la dette extérieure dont le taux d'intérêt à refixé est élevé à 5,2%. Ce dernier est dû à la dette COFACE qui est à taux d'intérêt variable, tandis que le reste du stock de la dette est à taux fixe (96%).

Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	19,6	19,6
	amortissement durant l'année prochaine (% du total)	1,6	1,6

Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	19,4	19,4
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	5,2	5,2
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	95,9	95,9

Risque de taux de change	Dette en devises (% du total)		100
	Amort. en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)		0

Source : DDP/MTDS



III- STRATEGIE D'ENDETTEMENT POUR L'ANNEE 2015

La stratégie d'endettement de l'Union des Comores au titre de l'année 2015 comporte des indications sur la justification de l'emprunt, les sources de financement et sur les perspectives de viabilité de la dette.

A. La justification de l'emprunt public

Les Comores ont accompli d'importants progrès dans la stabilisation de l'économie et dans l'établissement des bases d'une croissance soutenue et d'une réduction de la pauvreté.

L'activité économique a continué de se redresser durant l'année 2013 et l'inflation est maîtrisée et restée faible (2,8%). L'économie a affiché une reprise en 2013 avec un taux de croissance de 3,5% contre 3% en 2012. La reprise observée est essentiellement tirée par une augmentation de la production agricole grâce à des pluies favorables, une reprise du secteur du bâtiment et des travaux publics et une expansion continue de la demande globale soutenue par les envois de fonds de la diaspora et une augmentation du crédit au secteur privé.

La politique économique du Gouvernement vise à consolider le retour de l'économie vers une croissance forte et équitable, portée par le secteur privé. Ce choix nécessitera une consolidation du cadre macroéconomique et un renforcement des mesures structurelles.

En cohérence avec les perspectives macroéconomiques du pays, le besoin de financement de l'Etat s'élève en 2015 à 43,3 milliards de KMF, soit environ 15,5% du PIB. Ce besoin comprend le montant des projets de développement financés sur ressources extérieures, l'amortissement de la dette publique et le déficit budgétaire de base.

Pour le financement de ce besoin, l'Etat donnera la priorité à la mobilisation des ressources extérieures non génératrices de dettes (dons et allègements) et la différence sera couverte par un endettement de l'Etat. Cet endettement doit correspondre à des projets et programmes compatibles avec les Orientations Stratégiques de Développement et les objectifs sectoriels. En ce sens, les emprunts à contracter doivent être justifiés par un besoin réel exprimé à travers le Programme d'Investissements Publics pour l'année 2014.

Tableau : Besoin d'endettement brut

	2015		2016		2017	
	Prévisions		Prévisions		Prévisions	
	Milliards KMF	% du PIB			Milliards KMF	% du PIB
Besoin de financement brut total	43,3	15,5	47,9	16	53,3	16,5
Dons attendus	29,4	10,5	34,1	11,3	40,1	12,3
Allègements de dette attendus	0	0,0			0	0,0
Besoin d'endettement net de l'Etat, dont	13,9	4,9	13,8	4,7	13,2	4,1

B. SOURCES DE FINANCEMENT ET PLAFOND D'ENDETTEMENT POUR L'ANNEE 2015

La gestion de la dette publique dans l'Union des Comores a pour objectif de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations de paiements futurs au moindre coût possible, à long terme en maintenant les risques à un niveau satisfaisant.

Dans cette optique, le CNDP a élaboré la présente stratégie fixant les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et de gestion de la dette pour l'année 2015. Cette stratégie vise à s'assurer que la situation de la dette publique soit stable sur toute la période de projection.

En se basant sur la structure de l'encours de la dette publique extérieure de 2014, on peut dire que les sources de financement extérieures sont, pour une large part, dominées par les bailleurs multilatéraux, notamment la Banque mondiale, le groupe BAD/FAD et le FMI.

Au niveau des créanciers bilatéraux, la France, le Koweït, l'Arabie Saoudite, et constituent les principaux bailleurs. S'ajoutent à ceux-la, Exim Bank Chine et l'Exim Bank Inde.

Tableau : Besoin et sources de financement brut

	2015		2016		2017	
	Millions KMF	% PIB	Millions KMF	% PIB	Millions KMF	% PIB
	Prévision		Prévision		Prévision	
Besoin de financement brut du TOFE (milliards KMF) dont	43,3	15,5	47,9	16	53,3	16,5
Déficit budgétaire de base (déficit +)	8 285	2,9	8 615	2,85	9 289	2,84
Amortissement de la dette	515	0,18	524	0,17	557	0,17
Dépenses en capital financées sur ressources extérieures	35 043	12,5	39 287	12,99	44 062	13,49
Apurement des arriérés de paiement						

Il importe de préciser que la notion de besoin de financement utilisée dans le présent document diffère de celle définie dans la Loi de Finances. En effet, dans la Loi de Finances, le besoin de financement est égal aux dépenses totales diminuées des recettes totales (recettes courantes + dons + recettes d'emprunt).



Tel qu'il ressort du tableau ci-dessous, le plafond d'endettement public des Comores est estimé 8,1 milliards KMF pour l'année 2015.

Plafond d'endettement

En milliards de KMF	2015	2016	2017
	indicatif	Indicatif	Indicatif
Besoin d'endettement du TOFE	13,9	13,8	13,2
- Décaissements prévus sur conventions déjà signées (restes à décaisser)	5,740	5,022	3,587
Plafond d'endettement	8,1	8,7	9,6

Termes et conditions des nouveaux financements

Conformément à son programme économique et financier appuyé par le FMI, les Comores vont accorder la priorité aux dons et aux emprunts extérieurs concessionnels pour financer les projets de développement.

Ces nouveaux emprunts seront mobilisés selon les termes et conditions indicatifs suivants :

Types de créanciers	Termes indicatifs					
	TICR En \$	Taux d'intérêt	Commission / engagement	Différé	Maturité	Élément don
	En %			Années		En %
Prêts projets		<=				
- Multilatéraux concessionnels (IDA-FAD)	5	0,75	0,50	10	40	60,6
- Autres Multilatéraux concessionnels	5	1,00	0,0	7	25	41,2
- Bilatéraux concessionnels	5	1,0	0,0	08	35	50,8

PERSPECTIVES DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Dans le cadre de l'IPTE et l'IADM, les Institutions de Breton Wood (IBW) ont défini un cadre de viabilité de la dette (CVD) dont les seuils des ratios caractéristiques de l'endettement sont fonction de l'indice d'évaluation de la qualité des politiques et des institutions du pays (EPIN ou CPIA).

Pour la présente stratégie, l'indice EPIN de l'Union des Comores à retenir est de 2,66. Au regard de cette notation qui le place dans les pays à risque élevé, sa dette extérieure est viable lorsque la VAN est inférieure à 100% des exportations de biens et services, 30% du PIB et à 200% des recettes budgétaires.

Tenant compte du portefeuille de la dette extérieure de 2013, de la nouvelle politique d'endettement public et des perspectives du développement du pays, la projection des indicateurs de viabilité de la dette se présente de la façon suivante :

Tableau n° : Evolution des principaux ratios d'endettement de 2013 à 2033

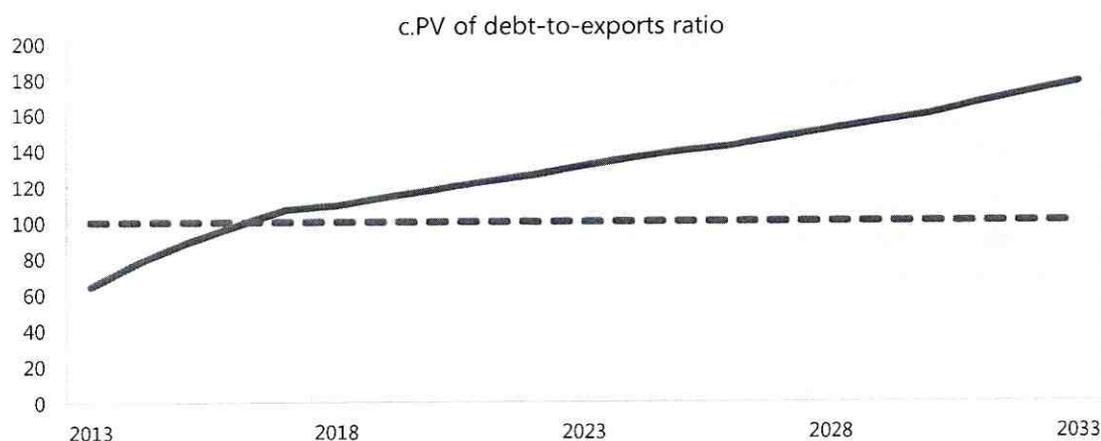
	Normes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2023	2033
Ratios de viabilité									
VA/PIB	<30%	10	12	14	16	17	17	20	24
VA/EXPORTS	<100%	64	78	89	98	107	109	131	178
VA/REVENUES	<200%	66	82	94	103	110	111	211	157
Ratios de soutenabilité									
SERVICE/EXPORT	<15%	1	2	2	4	5	5	7	12
SERVICE/REVENUES	<18%	1	2	3	4	5	5	7	11

Source : DDP/CNDP

De la viabilité de la dette extérieure

Le tableau ci-dessus montre que le ratio de viabilité (VA/PIB) et VA/REV) restera respecté sur toute la période (inférieurs à 30%) si les actes d'endettement futurs sont conformes à la présente stratégie. Cependant, le principal ratio de viabilité de la dette extérieure à savoir VA/Exportations n'est pas respecté sur la période 2017-2033 (car supérieur à 100%). De ce fait la mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs hautement concessionnels devraient permettre de maintenir la dette extérieure à un niveau soutenable (voir graphique ci-dessous)

Graphique : Profil de viabilité de la dette extérieure de 2013 à 2033



Source : DDP/CNDP

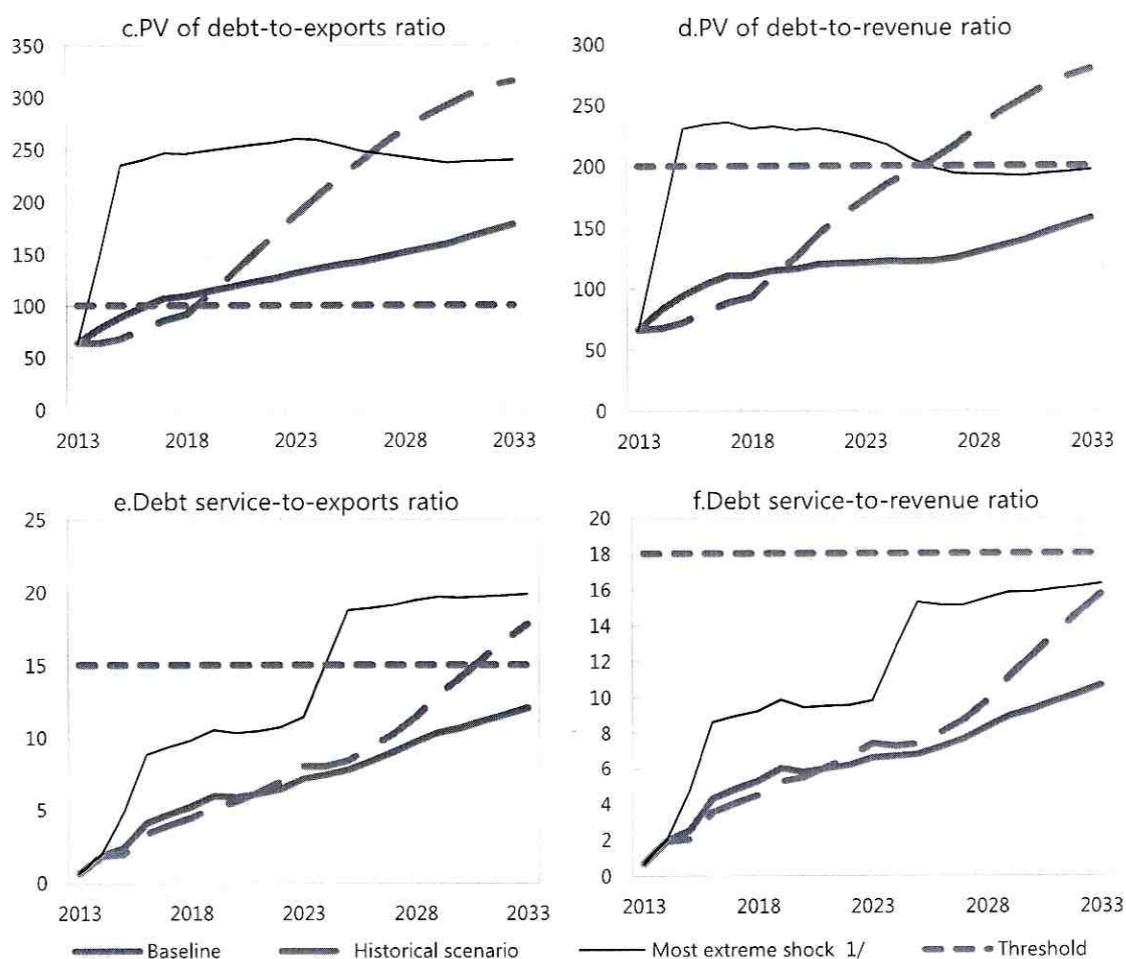


De la soutenabilité de la dette extérieure

Sur la période de la projection, les ratios de liquidité sont largement en dessous des normes fixées. Par conséquent, la pression du service de la dette extérieure sur la liquidité budgétaire est maîtrisée et ce, malgré la hausse du service future de la dette.

En raison de l'étroitesse de la base productive et d'exportation du pays, son économie peut être sujette à une importante volatilité en cas de survenance de chocs exogènes, lesquels pourraient accentuer la pression sur la viabilité de la dette extérieure. Il apparaît cependant que le plus grand danger pour le pays serait de ne pas mettre en œuvre les réformes indispensables à la réduction de sa vulnérabilité extérieure (Cf. scénario historique du graphique ci-dessous).

Graphique : Profil de risques de la dette extérieure de 2013 à 2033



Source : DDP/CNDP

Conclusion

Pour le financement du déficit budgétaire de 2015, les ressources extérieures concessionnelles doivent être toujours privilégiées, afin de préserver les gains de viabilité acquis à la suite des annulations issues des initiatives PPTE et IADM.

L'endettement extérieur présente l'avantage de taux d'intérêt faibles et des maturités longues. Le principal risque au niveau de l'endettement extérieur est relatif aux fluctuations des taux de change.

Avec la crise financière et les problèmes d'endettement dans certains pays occidentaux, il faudrait envisager la mise en place du marché intérieur qui est quasi inexistant en Union des Comores.



